



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-11-01/ 2021-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} novembre.

COP26 à Glasgow : la RDC espère le « décaissement effectif des fonds » pour la protection des forêts. La RDC, qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde - après le Brésil, sera représentée à ce forum de Glasgow par le Président de la République, les membres du gouvernement et quelques acteurs de la société civile œuvrant dans le secteur de la protection de l'environnement. Ce pays constitue un réservoir de carbone et une réserve de biodiversité d'importance mondiale. Les autorités congolaises ainsi que la société civile œuvrant dans le secteur de l'environnement et développement durable en RDC disent espérer participer, cette fois, à « une COP pragmatique ». Pour la cheffe de service de l'Agence congolaise de l'environnement (ACE), la RDC joue un rôle très important dans la protection de l'écologie à l'échelle mondiale. Et il faut tenir compte de cette dimension dans les différentes discussions qui auront lieu à Glasgow. **COP 26 : « La RDC ne doit pas participer à ces assises comme observateur », pense Médard Dieya.** La vingt-sixième Conférence des Nations unies sur le climat (COP 26) poursuit deux objectifs à savoir : engager davantage d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et trouver l'argent promis pour aider les pays en voie de développement à faire face au changement climatique. « Nous devons tous nous mettre debout pour défendre l'environnement, défendre le climat, demander que les industriels tiennent compte et respectent les recommandations où le principe environnemental, parce que le danger est en train de venir ».

Kinshasa : pas de reprise des cours dans les écoles publiques en grève ce lundi. Des parents qui ont amené les enfants le matin dans différentes écoles ont été contraints de les ramener à la maison. Parfois énervés d'avoir engagés des dépenses alors que les enfants sont parfois renvoyés à partir de la porte. En effet, la reprise des cours restait hypothétique ce lundi 1er novembre dans les écoles publiques, à cause des divergences entre les enseignants et leurs délégués aux négociations avec le gouvernement à Kisantu, dans le Kongo-Central. La Synergie des syndicats des enseignants de la RDC, qui prend part à ces travaux, parlait déjà d'une impasse au sein des délégations syndicales, parce que "le gouvernement fait suspendre cette grève par ceux qui ne l'ont pas décrétée". **Les enseignants de plusieurs écoles publiques poursuivent leur grève.** Les enseignements n'ont toujours pas repris dans plusieurs écoles publiques à travers la République. Dans la ville de Bukavu (Sud-Kivu), la rentrée scolaire n'est toujours pas effective dans les écoles publiques. Cependant, les cours ont repris le 1^{er} novembre dans toutes les écoles publiques de Kigulube dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu). Le constat est mitigé à Matadi au Kongo-Central notamment. A Lubumbashi, certaines écoles publiques ont repris tandis que les écoles conventionnées poursuivent la grève. Dans la ville de Bandundu, les écoles publiques maintiennent la grève. **Nord-Kivu : reprise des cours dans certaines écoles publiques de Goma.** Les enseignants de beaucoup d'écoles publiques de la ville de Goma, tous réseaux confondus, ont répondu lundi 1er novembre à l'appel de la Force syndicale nationale, de reprendre le chemin de l'école ; malgré la

divergence qui existe entre les syndicalistes du Nord-Kivu. Pour le mobilisateur provincial de la FOSYNAT Nord-Kivu, la grève est suspendue et non levée. Et donc on doit respecter le mot d'ordre lancé au niveau national.

Kasai-Oriental : 4 morts dans un accident sur la route Tshipuka-Mbuji-Mayi. Un camion transportant des marchandises, qui provenait de Mwene-Ditu vers Mbuji Mayi, s'est renversé dans un virage à 10 km de Mbuji-Mayi. Une défaillance technique serait à la base du drame.

Ituri : 4 morts après attaque d'un convoi des véhicules sur la route Bunia – Mongwalu. Huit véhicules avec des marchandises et des passagers à bord se rendaient à Bunia en provenance de Mongwalu à 85 kms de Bunia, dans le territoire de Djugu. Ils ont été surpris par des tirs nourris d'armes vers Mangbedu, village situé sur le tronçon routier Kilo-Bambu. Quatre personnes sont mortes. D'autres personnes ont été blessées par balles et sont admises dans une structure médicale à Kilo pour des soins. Plusieurs passagers sont portés disparus pour le moment. Ces hommes armés ont également emporté plusieurs biens, dont des téléphones et de l'argent. Les Fardc, dont les positions se trouvent non loin du lieu du drame, se sont dépêchés sur place. Mais ces hommes armés s'étaient déjà retranchés dans la brousse.

Ituri : la pluie fait des dégâts matériels importants à Niania. Deux structures sanitaires, une école et plus de cinquante maisons sont détruites au centre commercial de Niania à environ 300 kms de Bunia dans le territoire de Mambasa (Ituri). Ces dégâts matériels ont été causés par une pluie torrentielle qui s'est abattue dimanche 31 octobre dans cette entité. Il y a quatre salles des soins qui abritent notamment le service de maternité de l'hôpital général de Niania. Les femmes et leurs nourrissons ont été évacués d'urgence pour occuper d'autres bâtiments qui n'ont pas été affectés par ce drame.

La RDC interdit la consommation des jus de pomme "CERES". Cette décision se base sur l'alerte faite le 11 octobre dernier par le Cmesa, déclarant impropre à la consommation plusieurs lots des produits jus de pomme de marque Ceres. Ces produits, fabriqués en Afrique du Sud, sont commercialisés dans sept pays d'Afrique, dont la RDC. Selon le communiqué, on reproche à ces produits des teneurs élevées en patuline, une mycotoxine nocive à la santé que l'on retrouve généralement dans certaines moisissures. Le ministre Bussa demande « aux services habilités de procéder au retrait du marché et à la destruction desdits produits dans le respect des normes réglementaires applicables en la matière ».

André Flahaut : « Nous volons intensifier les rapports entre le Congo et la Belgique ». La mission du parlementaire belge, conduite par le ministre d'Etat André Flahaut, s'est entretenue le 1er novembre à Kinshasa, avec les bureaux de deux chambres du Parlement congolais. Le renforcement de la diplomatie parlementaire entre la RDC et le Royaume de Belgique et le réchauffement des relations bilatérales entre les deux Etats ont été au centre de ces échanges. L'organisation de la grande foire des entrepreneurs, qui s'ouvre ce vendredi à Kinshasa, a été aussi abordée. Cette visite aboutira à la signature d'un protocole d'accord entre deux Parlements pour se soutenir mutuellement dans plusieurs domaines. L'accord porte notamment sur l'échange des informations et expériences parlementaires.

Mardi 2 novembre.

COP26 : la RDC et CAFI signent un accord de 500 millions USD ce mardi. Un accord sera signé ce 2 novembre à Glasgow, en Ecosse, entre la RDC, représentée par le Président de la République et l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI), représentée par le Premier ministre britannique, Boris Johnson. Le montant global de cet accord s'élève à 500 millions USD « La RDC a pris des engagements, des actions concrètes et des priorités qu'elle s'impose. Et en contrepartie de l'atteinte de ces objectifs, elle reçoit un financement de l'ordre de 500 millions USD pour la période de 5 ans qui viennent, en raison de 100 millions par an », a expliqué l'expert technique au cabinet du ministre des Finances. **COP 26 : le Président Tshisekedi prend parole ce mardi.** Le chef de l'Etat congolais a pris part le 1^{er} novembre à l'ouverture de la COP 26 à Glasgow, en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement. Chacun présente la vision de son pays pour lutter contre le changement climatique. Boris Johnson, le Premier ministre britannique et l'hôte du sommet, a mis en garde contre « une colère et une impatience incontrôlables » en cas d'échec des négociations. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à « sauver l'Humanité » des catastrophes à venir. « Nous sommes en train de creuser notre propre tombe ». Il faisait référence à l'addiction aux énergies fossiles qui menace de pousser l'humanité et la planète au bord du gouffre, à cause d'un réchauffement planétaire intenable.

L'état de siège prorogé pour la 11e fois. L'Assemblée nationale autorise pour la 11^{ème} fois, la prorogation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Ces deux provinces ont suspendu leur participation à toute plénière visant la prorogation de l'état de siège jusqu'à ce que, le gouvernement prenne en compte les recommandations du Parlement. Les députés nationaux exigent les résultats avant d'autoriser la douzième.

RDC : 110 cas d'attaques diverses contre les journalistes et les médias enregistrés en 2021 (JED). Dans son rapport intitulé « Mauvais temps pour la presse en RDC » publié en marge de la Journée internationale de lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes, célébrée ce 2 novembre, l'ONG Journaliste en danger : « plus de la moitié des cas d'atteintes à la liberté de la presse, soit 51%, touchent à la sécurité physique des journalistes, et sont constituées des menaces qui précèdent parfois les assassinats, des agressions physiques et des journalistes contraints à vivre dans la clandestinité, loin de leurs maisons et de leurs familles pour échapper à la mort, suite à des menaces des miliciens ou des militants politiques ». JED demande au gouvernement la mise en œuvre des actions prioritaires suivantes : Réformer sans délai, le cadre légal répressif actuel, à savoir, la Loi N°002 du 22 juin 1996, portant modalités de l'exercice de la liberté de la presse, en consacrant la dépenalisation des délits de presse. Doter la RDC d'une loi d'accès à l'information. Mettre fin aux arrestations des journalistes et aux suspensions arbitraires des médias en confiant à un organe de régulation indépendant l'exclusivité des prérogatives de sanctions. Mettre en place un mécanisme national de protection des journalistes ; Mettre fin à l'impunité des crimes commis contre les journalistes.

Procès des experts de l'ONU : les avocats reprennent leur participation après la remise en liberté de leur confrère. Me Prosper Kamalu avait été arrêté comme renseignant et entendu par la Cour militaire de l'ex-Kasai-Occidental par rapport à la possession de la vidéo du meurtre de deux experts de l'ONU.

Election des gouverneurs : un seul candidat enregistré au Maniema, 7 à la Tshopo. Selon le secrétaire exécutif provincial de la CENI/Maniema, sur les 16 formulaires retirés, 13 sont pour les indépendants, 3 pour les regroupements politiques et aucun pour les partis politiques. Sur les huit formulaires retirés, sept ont été déposés dont six pour les candidats indépendants et un par un regroupement des partis politiques, a indiqué lundi 1er novembre la secrétaire exécutif de la CENI/Tshopo, La prochaine étape prévoit la publication par la CENI de la liste provisoire des candidats retenus pour l'élection du gouverneur et du vice-gouverneur de province.

Retour volontaire de 400 Congolais de la diaspora, depuis le début de l'année sous l'encadrement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans le cadre du partenariat avec le gouvernement congolais. Près de la moitié de ces compatriotes, affirme l'OIM, sont venus de l'Afrique du Sud.

Masisi : le porte-parole de l'APCLS s'est rendu aux Fardc. Le général autoproclamé et porte-parole du mouvement APCLS, s'est rendu lundi 1er novembre aux Fardc à Kitchanga, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu), avec une trentaine d'hommes et 24 armes. Il affirme s'être rendu volontairement pour répondre à l'appel du Chef de l'Etat à déposer les armes, avant de promettre la reddition de son titulaire Janvier Kalahiri dans les prochains jours.

Tshopo : réception du matériel pour réparer la centrale hydroélectrique. En réceptionnant le matériel en provenance de Likasi, le directeur de la Snel, Région-Nord, a annoncé la venue à Kisangani dès ce mardi, d'une équipe pour appuyer les ingénieurs électriciens locaux de son entreprise pendant les travaux de réinstallation. Il a en profité pour rassurer ses clients de la mise en service du groupe n°3 d'ici la mi-novembre, à moins qu'il ne soit trahi par les caprices de la technique.

Lubumbashi : pénurie de carburant dans certaines stations. Plusieurs stations ne vendent pas de carburant. Nombreuses d'entre elles sont parmi les 19 entreprises pétrolières frappées par les mesures administratives prises par la Direction générale des douanes et accises (DGDA) à la demande de l'Inspection générale des finances (IGF). Une solution partielle a été trouvée après que le ministre des finances a accordé un moratoire de trois mois aux pétroliers qui l'ont sollicité en vue de leur permettre d'éponger les contentieux qu'ils ont avec la douane. Cela, à la suite du rapport fait par l'Inspection générale des finances, rapport dont les entreprises pétrolières n'ont toujours pas accepté les conclusions, parce que faisant, selon elles, état de la fraude fiscale et de la contrebande dans l'importation des produits pétroliers. Conséquence, ce sont des longues files d'attente qui s'observent devant les stations-services qui sont encore opérationnelles. D'autres, disposant de carburant, ne veulent pas vendre estimant qu'ils travaillent à perte parce que, sur le marché international, le prix du baril est en hausse alors que sur place, les anciens prix sont d'application.

COP 26 : une contribution collective d'au moins 1,5 milliard USD de financement annoncée pour le Bassin du Congo. Le Président Tshisekedi s'est exprimé à Glasgow, dans le cadre de la COP 26. Il est revenu sur l'importance des forêts du bassin du Congo dans la lutte contre le réchauffement climatique et a évoqué aussi la déforestation qui menace ces forêts. Entre temps, l'Allemagne, la France, la Belgique, des Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Corée, la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Fonds Bezos pour la Terre manifestent leur engagement à l'égard du Bassin du Congo et annoncent une contribution collective d'au moins 1.5 milliard USD de financement entre 2021 et 2025. Ce fonds vise à soutenir les efforts des pays du Bassin du Congo et les résultats ambitieux dans la région pour protéger et maintenir les forêts de cette région, les tourbières et les autres réserves de carbone.

Insécurité à Djugu : MSF suspend ses activités à Bambu. Cette rupture est consécutive à l'attaque jeudi 28 octobre d'une équipe de cette organisation humanitaire par des hommes armés qui ont blessé deux de ses agents. L'ONG appuie dans ce coin 3 hôpitaux généraux, 12 centres de santé, 4 postes de santé et 32 sites des soins communautaires dans les zones de santé de Drodoro, Nizi et Angumu, dans le territoire de Djugu. Cette intervention consiste à la prise en charge des maladies pédiatriques, de la malnutrition, du paludisme, des violences sexuelles et de la santé mentale.

Maniema : la présence des Fardc au site minier de Katambwe décriée par COMIBAL. Les présidents des coopératives minières de Balila et d'Ikinga situé au village Katambwe à 72 km de la route Kasongo, dans le secteur des Wakabango 2, dans le territoire de Pangi (Maniema) dénoncent la présence depuis lundi 1er novembre des militaires Fardc dans ce site minier. Selon ces responsables, ces hommes en uniforme exploitent de l'or dans des sites privés de deux coopératives qui déclarent être en ordre avec l'État congolais.

Isangi : 500 hectares de champs inondés, le risque de famine pointe. « Nous avons perdu plus de 500 hectares de champs, de manioc, maïs, niébé, igname, arachide...qui sont sous les eaux à la suite des pluies diluviennes et des qui perdurent. Nous sommes certains que les jours qui suivent, les mois suivants, nous aurons un sérieux problème des produits alimentaires, nous serons en crise » d'autant plus que nos productions sont en train de se détruire sous les eaux».

Ituri : trois morts à Lukaya après une attaque des rebelles des ADF. Il s'agit d'un militaire, un policier ainsi que qu'un taximan, précise l'administrateur de ce territoire. Avant leur incursion, ces hommes armés ont tendu une embuscade à un véhicule qui transportait des produits brassicoles sur la route Nationale numéro 44 en provenance de Beni au Nord Kivu. Le chauffeur ainsi que son aide ont réussi à s'échapper. Les rebelles ADF ont crevé tous les pneus du véhicule et ont vidé toute la cargaison. Six villages de cette entité sont presque vidés de leurs habitants à la suite de l'insécurité.

Mercredi 3 novembre.

Femmes et enfants frappés par la malnutrition à cause de l'insécurité, selon le CAFED. « Le taux de vulnérabilité des femmes et enfants s'est accru ces derniers temps », a déclaré le point focal de l'organisation Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED), qui n'a pas donné plus de détails sur le taux de vulnérabilité. Elle affirme que la malnutrition frappe plusieurs enfants et de la situation des déplacés est préoccupante au Nord-Kivu et en Ituri. Elle pense que cette situation est due à l'insécurité et demande à la Monusco d'appuyer le programme des démobilisés pour qu'ils soient encadrés. « Nous demandons au coordonnateur humanitaire de renforcer les actions sur le terrain ».

Etat de siège au Nord-Kivu : la société civile note « une amélioration progressive à Goma» depuis le mois de juillet.

Dans une déclaration rendue publique, le président de la société civile de Goma explique que cette embellie est due notamment aux bouclages et perquisitions opérées dans les quartiers et camps militaire et policier. Il parle aussi de la mesure interdisant la circulation des motos pendant la nuit et bien d'autres aspects positifs. Il souhaite la réévaluation de l'état de siège en faisant une série de recommandations aux autorités : « Nous pensons que nous devrions nous arrêter et voir ce qui marche et ce qui ne marche pas. Nous demandons aux autorités d'intensifier les opérations de traques des bandits armés, de voir la situation des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda qui sont poreuses et qui facilitent la circulation d'armes. » Le président de la société civile de Goma demande aussi d'appliquer une justice juste et de penser à la réinsertion de toutes les personnes démobilisées.

Sud-Kivu : un groupe rebelle armé a attaqué plusieurs positions de l'armée et de la police à Bukavu. Un groupe rebelle armé non encore identifié a attaqué mercredi 3 novembre vers une heure du matin plusieurs positions des Fardc et de la Police nationale congolaise dans les quartiers urbains. L'armée a réagi et des tirs à l'arme lourde s'en sont suivis sur la ville. Il s'agirait des combattants d'un groupe rebelle dénommé « CPC 64 ». Leur intention serait de venir libérer leurs compagnons détenus à la police de Bukavu depuis la semaine dernière.

Muhindo Zangi lance les travaux de construction de l'Institut supérieur d'aquaculture à Kyavinyonge au Nord Kivu. Ce projet du gouvernement avait pourtant été fustigé par certaines ONGs, estimant que le site choisi pour sa mise en œuvre était une partie intégrante du parc national de Virunga. Par ailleurs, le ministre a annoncé que la date d'ouverture de l'année académique prochaine en RDC est prévue pour le 5 janvier 2022.

Beni : retour progressif des 10 mille habitants de la commune rurale de Bulongo (FARDC). A en croire l'armée, ce retour progressif intervient à la suite du dernier passage du commandant des opérations Sokola 1 à Kasindi où les habitants de la commune de Bulongo avaient trouvé refuge après trois attaques des ADF, le mois dernier, contre leur

commune et la localité de Kalembo. Trente-deux civils avaient péri en l'espace de moins d'une semaine, lors de ces incursions. L'armée indique, que les mécanismes d'alerte sécuritaire sont renforcés avec les cadres de base qui continueront à sensibiliser la population afin de « s'approprier la situation sécuritaire dans la région, ensemble avec les militaires ».

Ituri : une ONG locale dénonce l'intensification des attaques contre les civils par la Codeco. « Les rebelles de la Codeco ont multiplié des attaques. Plus de cinq chefferies attaquées simultanément. C'est ce que nous condamnons ! », a déploré, le vice-président de l'association « libération de la race opprimée en Ituri ». « Nous demandons à la Codeco, d'arrêter de s'attaquer aux civils, aux écoles, aux humanitaires et aux symboles de l'Etat. Egalement de déposer les armes qu'elle détient illégalement. Au gouvernement d'accélérer le programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (PDDRC-S), au niveau de la province de l'Ituri et d'intensifier les opérations militaires. Aux communautés de l'Ituri, de s'unir pour combattre ce mal qui est dans notre société, d'éviter les discours haineux »

Maniema : les enseignants de Punia réclament 4 mois de leurs salaires. Le délégué syndical du territoire de Punia, conditionne la rentrée des classes par le paiement de leurs dû : « Nous attendons enfin nos salaires braqués du juillet 2017 et août 2021 ainsi que les deux derniers mois, septembre et octobre non payés jusqu'à ce jour, une position avant de songer à la rentrée scolaire 2021- 2022. Les enseignants proposent, que la Caritas se met en partenariat avec vodacom, nous voulons à ce que le gouvernement s'organise avec vodacom pour qu'ils puissent nous payé par M-pesa ».

Goma : un élu du Nord-Kivu plaide pour la reprise normale des activités dans les « juridictions civiles ». Le député provincial, Mbenze Yotama affirme avoir constaté beaucoup de «retards » dans le traitement des dossiers pénaux avec les juridictions militaires. «Nous avons constaté que l'unique magistrat qui est sur tous les dossiers semble être débordé ». Les justiciables éprouvent des difficultés pour suivre l'évolution de leurs dossiers : « Plusieurs personnes sont en train de croupir en prison n'ayant pas assez des magistrats pour l'instruction de leurs dossier » Au regard de cette situation :«Nous croyons que, la meilleure façon de faire est de remettre les parquets dans leur fonctionnement, même les tribunaux, les tripaix, les tribunaux de grande instance dans leurs bon fonctionnement », a martelé l'élu.

Nord-Kivu : la société civile souhaite une réduction "sensible" des frais scolaires au niveau du secondaire. Le groupe thématique, bonne gouvernance de la société civile du Nord-Kivu, pense que malgré la révision de ces frais par le ministre, la situation sécuritaire et socioéconomique des parents, en particulier ceux du Nord-Kivu, ne leur permet toujours pas de s'en acquitter totalement. Dans sa circulaire du 1er novembre 2021, adressée aux gouverneurs des provinces, le ministre a également pris certaines mesures, notamment, la suppression des frais de motivation et la pratique de clé de répartition qu'effectuaient les comités provinciaux de l'EPST.

Beni : 4 morts dans une attaque des ADF à Mahu. Des sources locales renseignent que c'est depuis la soirée de lundi que des mouvements d'hommes armés ont été signalés aux environs de la localité de Mahu, à une dizaine de kms de Makumo. C'est dans la nuit que ces hommes armés identifiés comme des rebelles ADF ont effectivement attaqué la localité. Depuis mardi matin, un mouvement de déplacement de la population est observé dans cette zone. Les habitants de Mahu et Makumo prennent la direction de Mambasa, pour les uns, et de Mangina, pour les autres.

Attaque de la ville de Bukavu : des morts et des blessés sont enregistrés. La ville de Bukavu retrouve petit à petit son calme ce mercredi 3 novembre après une nuit très agitée. Des insurgés ont attaqué vers une heure du matin plusieurs positions des Forces armées de la RDC et de la Police nationale congolaise (PNC) dans les quartiers urbains. D'après le commandant de la 33 ème région militaire, il s'agirait des combattants d'un groupe rebelle dénommé « CPC 64 ». Leur intention était de venir libérer leurs compagnons détenus à la police de Bukavu depuis la semaine dernière. Deux personnes, dont un enfant de 4 ans, ont trouvé la mort et d'autres ont été blessées lors de cette attaque. Le service d'urgences de l'hôpital provincial général de Bukavu parle d'une quinzaine de personnes blesses, mais précise également que ce bilan est temporaire car les blessés continuent d'affluer. **Plusieurs morts du côté des insurgés et de l'armée.** Six assaillants ont été tués, trente-six autres capturés, quatre blessés, ainsi que quatorze armes de guerre récupérées, côté assaillants. Tandis que deux militaires Fardc et un policier ont été tués lors de cette attaque. Selon l'armée, ces assaillants ont tenté d'assiéger l'ensemble de la ville de Bukavu avant de se heurter à la riposte militaire et se sont ensuite retirés. Les militaires ont réussi à mettre la main sur quelques insurgés dont certains sont blessés. Des sources sécuritaires renseignent que ces rebelles se seraient infiltrés dans les différents quartiers de la ville depuis plusieurs jours.

Bandundu : un directeur d'école meurt à la suite de « l'omission de son nom sur le fichier de paie ». « Il est directeur à l'école primaire de Sawumwanga dans la mission catholique Sia. Il était venu pour toucher son salaire de trois mois, à la banque Equity banque BCDC à Bagata. Une fois sur place, on lui dit que ton nom n'est pas dans le fichier de paie. Il a piqué une crise (arrêt cardiaque) et il est décédé quelques heures après son acheminement à

l'hôpital. Pourtant, son nom figurait sur deux listings. Mais, quand il a cherché à percevoir son salaire, malheureusement son nom n'a pas été repris sur la liste de paie », a indiqué, le pasteur Rolydard Emwenia Kalala, membre de la société civile du territoire de Bagata.

Goma : les enseignants du 21ème CNCA dénoncent le « dédoublement » de leurs écoles. Mapendo Migabo, préfet de l'institut Mulungu, l'une des écoles victimes de ce dysfonctionnement, explique que les responsables locaux de l'EPST créent des écoles qui portent les noms des écoles de la 21ème CNCA et les font fonctionner l'après-midi sur d'autres sites, au profit de nouveaux enseignants qui prennent la place de ceux de la 21ème CNCA sur les fichiers de paie. Il a ajouté qu'il existe, en outre, une décision du gouvernement provincial, interdisant le remplacement du personnel des écoles de cette communauté.

Ituri : 1 000 véhicules bloqués à Komanda faute d'escorte des militaires. Le président provincial des transporteurs, affirme qu'il est difficile pour eux de s'engager sur la route Komanda-Luna, longue d'environ 65 kms sans escorte militaire. La situation sécuritaire étant caractérisée par « des attaques des ADF » sur cet axe. A ce problème de sécurité, s'ajoute également, les travaux en cours pour la réhabilitation de l'axe Komanda-Ndalia qui ne permettent pas une circulation efficace sur ce tronçon. La Monusco qui exécute ces travaux de route, appelle les transporteurs à la patience. C'est la crise. Bunia n'est pas ravitaillé, la ville de Kisangani non plus. Les vivres commencent à se détériorer.

Sud-Kivu : 2 000 déplacés internes de Mushimbakye regagnent leur village. Ces déplacés internes affirment avoir décidé de partir en raison de conditions de vie difficiles dans leur lieu de refuge, notamment une mauvaise assistance humanitaire, la xénophobie, la violence psychologique et physique contre les membres de leur communauté. Pour ce faire, deux camions ont transporté la première vague de 209 personnes, femmes et enfants de Muhsimbakye à Bibokoboko. 4 autres camions ont transporté en deux convois plus de 1200 personnes en direction des moyens plateaux.

Kwilu : le pont Nzinda à Kikwit risque de s'effondrer. Cet ouvrage d'importance économique capitale va asphyxier les échanges commerciaux non seulement entre Kikwit et Kinshasa, mais aussi entre Kinshasa et d'autres villes de la province du Kasai. La société civile lance un cri d'alarme aux autorités attitrées afin que ce pont soit vite réhabilité. Avec des « eaux des pluies », mal canalisées il y a envasement et les dalots sont prêts à céder.

Insécurité sur la route Luna-Komanda : 1460 civils tués, 357 civils sont portés disparus, 45 véhicules incendiés et 420 maisons incendiées, ont indiqué le 2 novembre les chauffeurs exerçant sur la route Butembo-Beni-Kisangani-Bunia dans une déclaration. Pour eux, il y a une augmentation exagérée de tracasseries policières et militaires sur le tronçon Beni-Butembo-Bunia-Kisangani. Ils évoquent les barrières de la police routière à Eringeti, Luna, Irumu, Marabo et Komanda, où toutes les voitures payent 5USD par passage, sans aucune quittance. A cela s'ajoute le frais du Fonds national d'entretien routier à Luna, de 23 USD. D'autres frais appelés « rapports » des policiers et militaires s'y ajoutent; sans oublier les "frais de l'état de siège", de 2.5 USD perçus à Oicha, Mavivi et Eringeti-Kasana et 10\$ de convoi. Ces chauffeurs s'indignent qu'à ce jour, 1758 véhicules stationnent depuis plus de deux semaines à Luna et Komanda.

Kinshasa : fermeture des maisons de pièces de rechange tenues par les Nigériens. Avoir une pièce de rechange pour son véhicule ces derniers temps à Kinshasa relève d'un parcours du combattant. Toutes les maisons des Nigériens, qui sont spécialisées dans la vente de ces pièces depuis des décennies, sont fermées depuis le jeudi de la semaine passée. Ces commerçants se plaignent de la fraude des agents, qui perçoivent l'argent de la cotisation de la CNSS et d'autres taxes.

Procès Chebeya : une audience publique prévue dans la concession du général Djadjidja, afin de se rendre compte de la véracité des dépositions des prévenus et renseignements et comprendre ce qui s'est réellement passé dans les parcelles du général le 1er juin 2010. L'enjeu de l'audience de ce mercredi a été de confronter le général de brigade Zelwa Djadjidja aux dépositions des prévenus Jacques Mugabo et Doudou Ilunga. Ils avaient précédemment affirmé avoir enterré Fidèle Bazana dans une des parcelles du général à Mitendi.

Tshopo : la synergie des syndicats de l'EPST décide de poursuivre la grève. La synergie des syndicats SYECO, SYNECAT et SYNEP dans la province de la Tshopo a décidé de poursuivre leur mouvement de grève. La décision a été prise mardi 2 novembre à Kisangani au cours d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à l'intention de tous les enseignants affiliés à ces différents mouvements syndicaux. Selon leur porte-parole, l'Intersyndicale n'a pas qualité de demander aux enseignants de suspendre la grève. C'est chaque syndicat qui devrait décider.

Jeudi 4 novembre.

Maisons de l'Etat à Kinshasa : 17 contrats de partenariat public-privé annulés. Le ministère de l'Urbanisme et Habitat, Pius Muabilu, a annulé dix-sept contrats de partenariat public-privé portant sur les villas et espaces de l'Etat. Cette décision est la conséquence logique du travail que mène la commission d'identification immobilière mise en place depuis juillet par le ministre d'Etat Pius Muabilu. Il s'est avéré que, sur un total de dix-huit contrats partenariat public-privé advenus, depuis plus de dix ans, entre la RDC à travers son ministère de tutelle et certains promoteurs immobiliers, un seul a connu un aboutissement heureux. Dans le souci de remettre l'Etat dans ses droits, le ministère de l'Urbanisme et Habitat entend engager des actions en réparation devant les instances judiciaires compétentes contre ces partenaires.

Attaque de Bukavu : « la situation est sous contrôle des Fardc et de la police », a indiqué le 3 novembre le ministre de l'Intérieur Daniel Aselo. Un dispositif conséquent de militaires et policiers est déployé dans plusieurs coins névralgiques de Bukavu. Au moins neuf personnes ont perdu la vie. **Kinshasa : les forces de la Monusco en alerte à Bukavu après l'incursion des combattants armés.** « La Monusco suit de près la situation. La police des Nations unies et la force restent en état d'alerte et en contact étroit avec les autorités provinciales. Nous sommes effectivement des partenaires, les Fardc se sont déployées au sein de la ville », a affirmé le porte-parole de la Mission lors de la conférence de presse des Nations unies, le mercredi 3 novembre à Kinshasa.

Kinshasa : 11ème prorogation de l'état de siège adopté au Sénat. Après débat, ce projet de loi a été voté par 84 sénateurs sur les 89 ayant pris part au vote, conformément à l'article 113 du règlement intérieur du Sénat. C'est pour la 11ème fois que cette mesure de la « situation exceptionnelle », dans les provinces de l'Ituri et Nord Kivu a été reconduite.

Kinshasa : l'épilepsie affecte plusieurs congolais, selon un spécialiste. Sur 489 personnes consultées pendant la période de janvier 2020 à janvier 2021, 200 patients souffrent d'épilepsie. C'est ce qu'a affirmé, le Dr Sylvie Ntumba, neuropsychiatre à l'hôpital Marie Biamba Mutombo et au Centre neuro-psycho pathologique (CNPP). Les causes génétiques, des infections, des traumatismes crâniens, des malformations et tumeurs cérébrales, l'accident vasculaire cérébral (AVC), et l'alcool sont souvent à la base de l'épilepsie.

La communauté riveraine du Lac Edouard satisfaite de la modernisation des infrastructures de conservation du poisson « Le projet de gestion intégrée de pêche et ressources en eaux des lac Edouard et Albert (LEAF II), a installé pour nous une chambre froide, pour y conserver nos poissons. Ils nous ont aussi construit un marché moderne. Tout ça n'existait pas avant. Aujourd'hui, nous nous retrouvons en un seul endroit. » LEAF II a, pour but, entre autres, de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles et à la protection de l'environnement. Il contribue à la sécurité alimentaire pour les populations qui vivent de la pêche autour des lacs Edouard, au Nord-Kivu et Albert, en Ituri.

Procès Bukanga Lonzo : la Fondation Bill Clinton dénonce le manque d'équité et de respect des normes consacrées par la justice. La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), en collaboration avec une vingtaine d'organisations de défense des droits de l'homme actives en RDC, a dénoncé « une justice de deux poids deux mesures » dans le dossier du détournement présumé de deniers publics dont est accusé Théophile Matondo, ancien directeur général intérimaire du Bureau central de coordination (BCECO). Ces ONG ont indiqué que les ouvrages, objet du marché public concerné, auraient été régulièrement réceptionnés par le gouvernement congolais en 2016, à l'entière satisfaction de toutes les parties prenantes (Primature, ministère de l'Energie, bureau conseil du gouvernement-Fichtner/Allemagne, et la SNEL). Elles ont aussi relevé les cas de l'ancien ministre provincial de Kinshasa en charge des Finances, Guy Matondo, condamné à 7 ans de prison et l'ancien directeur de la police criminelle de Kinshasa, Jean-Pierre Masudi, condamné, lui aussi à 7 ans de prison. Le président de la Fondation Bill Clinton, Emmanuel Cole plaide pour l'acquittement de Théophile Matondo.

Procès Kamuina Nsapu : les victimes dans les rues de Kananga pour réclamer justice et réparations. Selon le président de leur association, ils réclamaient justice et réparation par rapport aux préjudices subis. Il indique que toutes ces familles ont longtemps attendu et interpellent la communauté internationale et veulent voir se matérialiser rapidement les promesses des autorités par rapport à leur situation.

Le Kenya et la RDC partagent des stratégies de lutte contre la corruption. Durant quatre jours, la Commission d'éthique et de lutte contre la corruption, (EACC)-Kenya va mettre à disposition de l'Agence de prévention et lutte contre la corruption (APLC) ses stratégies en vigueur durant une vingtaine d'années d'exercice depuis sa création. Le directeur exécutif de EACC, Twalib Mbarak a déclaré que son agence bénéficie d'un budget annuel d'environ 30 millions de dollars et traque tous les actes de fraude et corruption. Pour le coordonnateur de l'APLC, Thierry Mbulamoko, son institution est engagée à endiguer un "si grand fléau" qui gangrène la société congolaise. « Nous

voulons échanger, voir dans quelle mesure apprendre. Or les défis sont énormes. La RDC ne dispose pas encore à ce jour d'une législation anti-corruption. Certes il y a quelques articles qui parlent de la corruption et de quelques faits assimilés. Nous ne sommes pas encore totalement en phase avec les standards internationaux. Donc la réflexion s'impose » Ce partage d'expériences prévoit, par ailleurs, des séances de travail avec le ministère des Finances, la BCC, le ministère de Justice ainsi que la DGM.

Kinshasa : Chérubin Okende sollicite une loi sur l'aviation civile pour sortir la RDC de la « liste noire » de l'UE. « Le Congo est sur une liste noire de l'Union européenne qui ne nous permet pas d'exploiter certains droits de trafic que nous disposons pourtant. Et le premier défi à relever, c'est par rapport à la législation. Il y a une loi sur l'aviation civile qui subit aujourd'hui la proposition d'amendement pour être au diapason des normes internationales. Voilà pourquoi je suis venu demander à l'honorable président de nous aider à faire diligence pour que cette loi soit examinée pendant cette session », a déclaré le ministre des Transports.

La RDC accueille du 24 au 25 novembre un forum sur les véhicules et batteries électriques, sous le thème « Développer une chaîne de valeur régionale autour de l'Industrie des batteries électriques, du marché des véhicules électriques et des énergies propres ». Pour le ministre de l'Industrie, la RDC disposant des ressources forestières et minières qui sont les atouts nécessaires pour faire face aux problèmes écologiques, est un "pays solution" pour l'avenir du continent et du monde : « Avec nos minerais, nous pouvons réduire la pollution avec la fabrication des véhicules électriques. Cobalt, manganèse, cuivre, lithium », a-t-il déclaré, avant de marteler sur une production de cobalt qui passera de 130 000 à 250 000 tonnes entre 2025-2030, selon la prévision du gouvernement.

Lomami : 2 de 7 évadés de la prison de Lubao retrouvés. Parlant des circonstances de cette évasion, le directeur de cette maison carcérale, a affirmé qu'un des fugitifs a ravi l'arme d'un policier commis à la garde, lorsque le chef des détenus appelé "Capita" voulait rentrer la nuit dans sa cellule. Une bagarre s'en est suivie entre les détenus et les policiers.

Beni : 4 morts dans une autre attaque des ADF à Mantumbi. Le bilan pourrait être plus lourd, car des recherches se poursuivent pour retrouver tous les habitants de la localité. Depuis ce matin, les Fardc sont à la poursuite des hommes armés qui ont attaqué Mantumbi. Les présumés avaient attaqué la localité pour se ravitailler en nourriture.

Ituri : 75 civils tués en 14 jours, selon la société civile, et plus de 270 maisons de civils saccagées. La société civile ajoute des pillages de bétails, l'enlèvement des personnes et l'attaque d'un véhicule d'une ONG internationale.

COP 26 à Glasgow : la DGPA plaide pour la « sécurisation juridique des terres des peuples autochtones », de la RDC. Pour réussir ce défi en RDC, le coordonnateur de la Dynamique des peuples autochtones (DGPA) a plaidé pour la « sécurisation juridique des espaces fonciers des peuples autochtones », sur l'ensemble du territoire national. Car d'après lui, ce sont les pygmées qui savent mieux protéger les forêts du Bassin du Congo.

Le gouverneur du Nord-Ubangi interpellé à l'assemblée provinciale. « Sur le plan des résultats au niveau de la province, le bilan reste catastrophique. Il y a aussi beaucoup de remous au sein de la population, surtout parmi les jeunes qui dénoncent la gestion opaque de la province ». Le gouverneur a huit jours, pour se présenter devant les députés provinciaux, dès réception de sa notification. Mais ce dernier est absent de la province depuis quelques jours.

Bukavu : les activités reprennent après l'incursion des hommes armés, les blessés pris en charge. Le calme est revenu sur l'ensemble de la ville de Bukavu. Le commerce s'est installé, le transport en commun fonctionne, les écoles aussi ont repris. Boutiques, pharmacies et autres activités économiques se passent comme par le passé. Des blessés pris en charge. C'est l'hôpital général de référence de Bukavu qui a reçu le plus grand nombre de blessés soit 19 dont 5 blessés graves. Tous les médecins chirurgiens ont été appelés en renfort pour faire face à cette situation d'urgence.

Lubero : le parti ECIDE dénonce la perception de la « taxe de stationnement ». La taxe perçue quotidiennement s'élève à 500 FC. Elle est perçue auprès de chaque conducteur de moto notamment à la barrière de péage de Mambasa et celle de Lubero-Centre. Les autorités locales n'ont pas compétence pour relever cette taxe sur une route d'intérêt national.

20 violeurs écopent de 20 ans de prison à Kitshanga. Pour le président du tribunal militaire de garnison de Goma, les ces viols sur des mineures et des femmes adultes ont été commis dans plusieurs villages de la chefferie des Bashali et dans le groupement de Kamuronza. La plupart des personnes condamnées, sont des civils.

Djugu: deux centres de santé saccagés et pillés par la milice Codeco. Ces actes de vandalisme ont été enregistrés aux centres de santé de Kambe et Virakpa dans le groupement Malabo. Les miliciens de la Codeco ont d'abord tiré plusieurs

coups de feu pendant leur incursion. Deux personnes ont été blessées par balles. Tous les équipements même les lits des malades et des médicaments de ces centres de santé ont été pillés par ces miliciens. Les malades, qui ont réussi à s'échapper, ont fui dans la brousse, où ils ont passé nuit.

Vendredi 5 novembre.

Tanganyika : les Mai-Mai Hapa na pale exigent 2500 USD pour libérer leurs otages. La société civile du secteur de Nyange dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu a dénoncé le 4 novembre l'enlèvement de six personnes. Les auteurs de ce kidnapping sont des Mai-Mai Hapa na pale, actifs dans la région. Elle se dit inquiète du nombre croissant de personnes enlevées et de la rançon que réclament les ravisseurs. Sur place, la population vit avec la peur au ventre.

Christian Namuto : « la RDC ne dispose d'aucune politique nationale de l'environnement ». L'association dénommée "Survie de la planète grâce aux forêts et aux eaux du Congo" réclame la mise en place d'un conseil national de l'environnement et développement durable. Son coordonnateur affirme que son organisation a saisi le Premier ministre pour la création de cet organe qui, selon lui, est consacrée par la loi du 9 juillet 2021 sur la protection de l'environnement. Il estime que la mise en place de ce conseil va permettre à la RDC d'avoir une politique nationale de l'environnement.

Sud-Kivu : la société civile alerte sur un renforcement des rebelles Twirwaneho et leurs alliés dans les hauts plateaux de Mwenga. La présence de Twirwaneho et alliés a été signalé le 3 novembre, aux villages Bitavi, Ngoma et Kanogo, situés au Nord-Ouest de Baraka, dans le groupement Balala Nord. Le même mercredi, ce groupe a reçu un renfort des rebelles burundais dans la forêt de Bijabo et Kajembwe, dans les hauts plateaux du secteur de Tanganyika, atteste la même source. Le président du Réseau local de protection des civils à Uvira, estime que le renforcement de ce groupe armé est « motivé par les souhaits de Twirwaneho de lancer des attaques contre les positions des Fardc à Mikenge ».

La SADEC à Beni pour évaluer les opérations militaires et la collaboration Monusco-Fardc. Une délégation de la Communauté de développement d'Afrique australe a eu des discussions, le 4 novembre, avec le commandement des opérations Sokola 1 à Beni dans au Nord-Kivu. L'objectif de cette entretient était d'évaluer la situation sécuritaire dans la région, épinglez les failles enregistrées lors des opérations militaires conjointes Fardc-Monusco dans la région afin d'espérer aboutir à une opération efficace pour le rétablissement de la paix à Beni. Les premières évaluations, qui ressortent de ces discussions entre la SADEC et le commandement des opérations Sokola 1, sont positives.

La CNDH sensibilise les acteurs d'entreprises publiques et privées sur la lutte contre la corruption. Intervenant au cours de cet atelier sur le cadre normatif de la lutte contre la corruption, le professeur Luzolo Bambi a expliqué que les points chauds de la corruption demeurent notamment les entreprises publiques. Il a épinglez la mauvaise interprétation du code pénal, vieux de 80 ans, comme l'un des handicaps à la lutte contre la corruption en RDC. Par ailleurs, il pense que l'état de droit contribue considérablement à endiguer la corruption surtout dans le secteur minier. Dans le cas contraire, estime-t-il, la justice transitionnelle peut être le seul palliatif.

Idiofa: hausse de prix de carburant, le litre d'essence se vend à 4500 FC. Le prix du carburant a presque doublé depuis quelques jours dans la cité d'Idiofa, province de Kwilu. Un litre d'essence, qui se vendait il y a quelques jours à 2500 FC, se négocie actuellement entre 4.500 et 5000 FC. Cette flambée de prix est causée par la « rareté » de ce produit pétrolier à Idiofa. Conséquence, la hausse du prix du transport qui a aussi occasionné la flambée des prix de denrées alimentaires.

"Les engagements pris en faveur des projets de protection des forêts du Bassin du Congo doivent être respectés." (GTCR-R). Le président du Comité de pilotage du Groupe de Travail Climat REDD Rénové, GTCR-R, exige que les engagements pris en faveur des projets de protection des forêts du Bassin du Congo lors de COP26 soient respectés. Il a déclaré qu'au cas contraire, la société civile ne va pas hésiter à se désengager du processus. Par ailleurs, il se félicite des négociations qui ont abouti au décaissement de 500 millions USD dans le cadre du nouveau partenariat CAFI/RDC pour la période 2021-2031 et espère que ce fond prendra aussi en compte la question des communautés locales.

26 Congolais bénéficient d'une bourse d'études de la Belgique. Vingt-six lauréats, universitaires congolais, bénéficient d'une bourse d'études de la Belgique pour la session 2021. Il s'agit de deux types de bourses : les bourses pour le master et les bourses doctorales. Chaque lauréat a présenté le résumé de sa thèse en 180 secondes. ENABEL a précisé que derrière chaque bourse octroyée, se trouve une opportunité de promouvoir et faire avancer la recherche en RDC.

Haut-Uele : le ministre provincial de l'intérieur démissionne et accuse le gouverneur de partialité. « J'ai démissionné pour être à l'hémicycle. C'est une décision politique qui ne vient pas tellement de moi. C'est surtout le souhait de ma base, de ma circonscription qui m'avait choisi. Je suis un député. », a déclaré l'ancien ministre provincial. Le porte-parole du gouverneur, il précise que les raisons évoquées par le ministre démissionnaire ne sont pas fondées.

Sud-Kivu : 300 déplacés internes hébergés à Lusenda, retournent à Bibokoboko. Ces déplacés, constitués en majorité des membres de la communauté banyamulenge ont passé plus de deux semaines à Lusenda. Ils sont volontairement retournés dans leurs villages respectifs grâce à la facilité de transport de certaines ong locales et des bienfaiteurs, précise cette autorité locale. D'autres déplacés avaient pris la destination d'Uvira, de Bukavu par le lac Tanganyika.

Kindu : lancement du projet PIREDD pour la « réduction de la déforestation ». « Le Projet de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière, dans les pays en développement vise la réduction de la déforestation. A la COP 26, le chef de l'État a signé un accord avec la communauté internationale pour la protection de nos forêts et cet accord vise à ce que, les partenaires mobilisent encore de l'argent pour notre pays pour continuer à soutenir l'effort de réduction de la déforestation en RDC. Parce que, la forêt du Congo est le deuxième poumon de la planète ».

Ebola : 2 personnes guéries sortent du centre de traitement de Beni. A cette occasion, le commissaire supérieur principal, a exhorté les cas contacts de la maladie à virus Ebola à se faire vacciner pour couper la chaîne de contamination. Il a également invité toute la population de la ville de Beni à s'approprier la lutte contre cette maladie, en respectant les mesures sanitaires telles que recommandées par les professionnels de la santé.

Nord-Kivu : 3 morts dans une attaque des ADF à Ruwenzori, près de Bulongo, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

Le président de la société civile de Ruwenzori, s'inquiète de la multiplication des attaques perpétrées contre des civils par des rebelles ADF dans ce secteur. L'armée assure prendre des mesures conséquentes pour la sécurisation de cette région.

Ituri : reprise du trafic entre Komanda et Luna. C'est à la suite de la reprise normale des convois escortés par les Fardc et la Monusco pour la sécurisation des usagers de cette route d'intérêt régional. Le premier convoi de 350 véhicules de transport en commun et de transport des marchandises est arrivé à Komanda en provenance du Nord-Kivu après avoir fait plus de deux semaines à Luna. Les transporteurs s'en réjouissent mais déplorent, toutefois, la perte du temps et la détérioration des marchandises pendant la suspension du convoi.

Kwilu : le musée national de Gungu parti en fumée. L'origine de l'incendie n'est pas connue. Selon le président de la société civile, plus de 10 000 œuvres d'art trouvées dans ce musée sont consumées. C'est une perte énorme pour le territoire Gungu et la province du Kwilu, car ce musée faisait la fierté de ce coin et constituait un véritable site touristique.

6 mois après l'éruption du Nyiragongo, la situation sociale de nombreux sinistrés demeure préoccupante. Sur environ cinq mille ménages qui vivent sur les différents sites dans ce territoire, notamment des écoles, seuls mille ont été relogés par les autorités dans des abris provisoires, notamment à la paroisse de Kanyaruchinya. Malgré la mobilisation nationale et internationale constatée pendant l'éruption volcanique, un grand nombre de sinistrés continuent de vivre dans la misère et le désespoir en attendant de trouver un toit. La société civile de Nyiragongo estime que le gouvernement devrait autoriser ces sinistrés à rentrer dans leurs parcelles, et y reconstruire leurs maisons, comme ce fut le cas en 2002.

Ituri : des dizaines d'entités servant de greniers de la province sont quasi déserts, à la suite de l'insécurité dans le territoire d'Irumu, notamment, sur l'axe Komanda-Luna où les habitants de plus de 15 localités ont déserté. C'est aussi le cas sur l'axe Bukiringi-Boga-Tchabi dans le même territoire. C'est un décor similaire dans plusieurs villages en territoire de Djugu. Plusieurs marchés installés dans ces régions et qui ravitaillaient les centres commerciaux en vivres sont fermés. Ce qui oblige de nombreux paysans à aller s'approvisionner en vivres en Ouganda, voisin.

Assassinat de Simba Ngezayo : 2 ONG demandent à l'auditeur général de fixer sans délais ce dossier en justice. Les deux organisations estiment que ce dossier n'avance pas depuis le meurtre il y a une année de cet homme d'affaires. Ils exigent également que soient identifiés, parmi les centaines de détenus amenés à Kinshasa pour ce dossier, ceux n'ayant pas des liens avec cet assassinat et qu'ils soient relâchés. L'homme d'affaires Simba Ngezayo avait été assassiné le 3 novembre 2020 par des hommes armés.

Etat de siège: l'ONG AVC appelle la population à accompagner l'armée pour le rétablissement de la paix. Le président de l'Association des volontaires du Congo (AVC) appelle à la patience et estime que la paix ne se rétablit pas « magiquement » dans une zone en proie à l'insécurité depuis des nombreuses années. « Organisons-nous, donnons des conseils aux militaires et aux policiers pour voir ce qu'ils peuvent faire dans notre pays. »

Beni : visite du chef d'état-major général des Fardc. Le général d'armée est en mission d'évaluation de la capacité opérationnelle des Fardc et des résultats des opérations militaires menées dans la région de Beni depuis l'instauration de l'état de siège. Pendant son séjour à Beni, il est prévu plusieurs rencontres avec différentes couches de la population locale.

Nord-Kivu : 5 miliciens tués lors des combats avec l'armée à Bashu. Les militaires Fardc ont lancé une offensive contre ce groupe armé du leader Baraka, qui a plusieurs fois attaqué des positions militaires dans la chefferie de Bashu. Les forces loyalistes ont réussi à neutraliser un des leaders de cette milice, avec ses quatre gardes du corps. Ces miliciens collaboraient avec les rebelles des ADF, et sont auteurs de plusieurs exactions contre les populations civiles.

Kinshasa abrite le forum des entrepreneurs belges et congolais sur l'inclusion financière et professionnelle. Cette rencontre, qui réunit les entrepreneurs de la RDC et de la Belgique, vise notamment à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, favoriser le climat des affaires et accompagner l'émergence de la classe moyenne. « Ce forum est une opportunité pour approfondir les réflexions sur les difficultés opérationnelles et tactiques pour la mise œuvre de la stratégie nationale des PME et celle de l'inclusion financière en RDC et d'en sortir avec des recommandations à formuler à l'endroit du Gouvernement, de la Banque centrale du Congo et des partenaires techniques et financiers », a le président Sénat. Selon lui, le Gouvernement devra prendre des mesures destinées à accroître la capacité des institutions financières à mettre au point des programmes durables et adaptés aux besoins spécifiques des PME appartenant particulièrement aux jeunes et aux femmes.

Lubumbashi : l'UCOFEM apporte son appui financier au procès pour viol des femmes dans la prison de Kasapa, il y a plus d'une année. « Point n'est besoin de rappeler que parmi les victimes les unes sont tombées enceintes et ont eu des bébés à la suite de viol d'autres ont contracté le VIH/Sida et sont condamnées à la mort. Conduire ce procès jusqu'au bout et sanctionner les coupables, vous rendrez justice. Voilà pourquoi nous apportons notre modique contribution qui doit servir tant soit peu à organiser le déplacement des accusés afin que le procès soit équitable ». Lors de cette première audience organisée en chambre foraine à la prison de la Kasapa le 28 octobre dernier, seules une dizaine des victimes étaient présentes en l'absence de leurs présumés bourreaux, qui sont détenus à la prison de haute sécurité de Buluo située à près de 115 km de Lubumbashi. Leur absence était justifiée par le manque de moyens pour leur déplacement. Du 25 au 27 septembre 2020, lors d'une tentative d'évasion à la Kasapa, les prisonniers s'étaient soulevés et avaient incendié des pavillons. A cette occasion, de nombreuses femmes avaient été violées par certains de leurs codétenus.

Samedi 6 novembre.

Beni : 22 morts dans 170 accidents de route enregistrés en 10 mois. Selon le commandant urbain de la police de circulation routière, l'augmentation de cas d'accidents est due surtout au mépris du code de la route. Mais, « jusque-là on n'a pas eu le go de la hiérarchie. Si la hiérarchie nous répondait favorablement, nous sommes prêts pour faire la sensibilisation à fin que nous puissions mettre tous les conducteurs des engins roulants à la page ».

Beni : 6 rebelles ADF tués entre la rivière Mahiya et Taliha, lors d'une offensive des Fardc contre les ADF le 5 novembre. Un militaire Fardc est tomé sur le champ d'honneur et un autre grièvement blessé.

Malemba Nkulu : reprise de la pêche au lac Kabamba. L'hippopotame qui se trouvait sur la terre ferme, à proximité du lac, et qui s'attaquait à tous ceux qui se rendaient au lac a été maîtrisé. Ce qui permet aussi à la population d'aller puiser à nouveau de l'eau au lac Kabamba. Les écogardes venus du parc Upemba affirment avoir utilisé plusieurs techniques pour que les nombreux hippopotames qui avaient envahi ce lac soient refoulés, mais l'opération se poursuit.

Bandundu : les enseignants décident de poursuivre la grève. Pour le président du banc syndical urbain des enseignants de Bandundu-ville, les enseignants ne reprendront le chemin de l'école qu'après la signature du protocole d'accord entre le gouvernement congolais et le banc syndical à Mbwela lodge. Du côté des élèves des écoles publiques, certains d'entre eux, interrogés par le reporter de Radio Okapi dans les rues de Bandundu-ville, se disent mécontents.

Kananga : une délégation du Sénat enquête sur la gestion dans les régies financières. Selon un des membres de cette délégation, la session actuelle étant budgétaire, le parlement veut examiner la traçabilité des recettes pour augmenter le prochain budget. « Nous ne sommes pas venus contrôler. Mais nous voulons aussi connaître les

performances et les contre-performances ainsi que certaines questions sur la bonne gestion de l'Etat ». Cette mission va durer un mois.

Kindu: les populations locales informées sur leur participation au projet de renforcement du système de santé communautaire. Selon le chef du projet Renforcement du système de santé communautaire (RSS Communautaire), ce projet qui sera exécuté dans 10 zones de santé vise l'implication de la communauté dans la lutte contre plusieurs maladies: « Le projet consiste à réveiller les cellules d'animation communautaire au niveau de nos différentes aires de santé et là on voit les relais communautaires qui doivent être formés, accompagnés pour qu'ils arrivent à faire effectivement ce qu'ils doivent faire comme travail. La santé c'est l'affaire de nous tous. Ce n'est pas l'affaire des médecins, des infirmiers, tout le monde est impliqué dans le domaine de la santé. Pour que ça réussisse, nous devons commencer par le niveau le plus bas ». Cet atelier a été organisé en partenariat avec SANRU et Catholic Organisation For Relief Android Aid (CORDEID).

Sud-Kivu : les sociétés minières détenues par des étrangers à Mwenga ne disposent d'aucun permis d'exploitation (Assemblée provinciale). Ces exploitants miniers étrangers exercent sous couvert des coopératives minières locales. Ils ne tiennent pas compte des espaces réservés aux populations riveraines. Cette situation est à la base de la fraude minière par manque de traçabilité des minerais, surtout de l'or. De ce fait, l'assemblée provinciale du Sud-Kivu souhaite inviter le gouverneur de province afin d'avoir ses explications sur cette question. Les députés recommandent également au Sénat Congolais de convoquer les ministres des mines et celui de la défense nationale sur la question de la présence des militaires qui sécurisent ces exploitants miniers étrangers sur leurs sites d'exploitation.

Lubero : vive tension entre civils et militaires suite au meurtre d'un moto-taximan à Kirumba. Tout a commencé dans la nuit de vendredi au quartier Kasungano. A cause de la recrudescence de l'insécurité, des jeunes de ce quartier ont veillé dans les rues, en allumant le feu sur la voie publique. Au lever du soleil, des FARDC ont débarqué et arrêté certains de ces jeunes. Ce qui a suscité la colère de leurs compagnons. Ces derniers ont brûlé le bureau du quartier Birere. Puis, des échauffourées ont éclaté entre les militaires et les jeunes manifestants. Dans la foulée, un militaire aurait tiré à bout portant sur un conducteur de taxi moto, qui est décédé sur le coup. La situation est actuellement sous contrôle.

Ituri : des affrontements signalés à Gina entre les FARDC et les miliciens de Codeco. L'armée a lancé cette offensive contre la Codeco, le 5 novembre, après le pillage, la veille, de deux structures sanitaires et de dizaines de vaches et l'incendie de plusieurs maisons par ces miliciens dans le groupement voisin de Malabo. 3 personnes ont été blessées par balle. L'ennemi a été repoussé par des FARDC. Ce samedi matin, les combats ont repris à 10 kms de Malabo.

Nyiragongo : une vaste étendue des champs détruite par la pluie à Kibumba, par les eaux de ruissellement en provenance du Rwanda voisin. Ces eaux chargées de sable, des cailloux ainsi que de la boue ont rasé des cultures, rapporte la société civile de Kibumba. Toutes les cultures de champs ont été emportées par les flots.

Attaque de Bukavu : un parti politique exige une enquête indépendante pour identifier « les vrais commanditaires ». Le Parti Congolais pour le Progrès (PCP) exige une enquête indépendante pour déterminer « les vrais commanditaires et les exécutants » de l'attaque de la ville de Bukavu, ainsi que les mobiles de cet assaut. Lors de cette attaque de la ville de Bukavu, au moins neuf personnes ont été tuées dont six assaillants, deux militaires et un enfant âgé de 4 ans.

Le gouvernement va auditer l'actuel système de prise en charge de la paie des fonctionnaires de l'Etat. Le Ministre d'Etat, ministre du Budget a estimé qu'il était nécessaire de procéder à un audit du système actuel de prise en charge de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat provenant d'un contrat signé en 2013 avec un prestataire privé. Il a constaté que ledit contrat n'a pas suivi la procédure prévue par la loi relative aux marchés publics. Le Ministre du Budget a proposé de commettre un cabinet d'audit, de renom, sur le dossier. Il a indiqué que le contrôle initié par le service informatique du secrétariat général au Budget, sur un champ limité, atteste l'existence de : - 49 591 cas de doublons sur noms, post-noms, matricules qui ont un impact de 2 107 800 US ; - 357 cas de doublons parfaits qui ont un impact de 37 108 USD ;

- 14 cas de doublons malicieux qui ont un impact de 1 960 USD.

Walikale : 12 personnes sont mortes en 5 jours dans les centres de santé d'Ihana. Ces personnes présentaient des symptômes semblables à celui de la malaria, en plus de la diarrhée et des maux de tête. Cette situation est consécutive au manque des médicaments essentiels, depuis plus d'un mois, dans les centres de santé de l'entité. Toutes ces structures sanitaires étaient appuyées en médicaments par des organisations humanitaires qui se sont désengagées.

L'actuelle CENI est le fruit du consentement de la population, affirme le gouverneur du Maniema. « Notre province est mobilisée pour soutenir d'abord les actions du président de la République et en suite soutenir la mise en

place de la nouvelle équipe de la Ceni.», a affirmé le gouverneur intérimaire de la province du Maniema « Plus question de tergiverser, plus question de faire marche arrière mais nous voulons dès maintenant que toutes les actions que la Ceni va mener nous amène aux élections de 2023 ».

Une messe organisée à Mbuji-Mayi en faveur de Félix Tshisekedi et des institutions de la République. D'après l'Evêque du diocèse de Mbuji-Mayi, cette messe a pour objectif de prier pour la RDC, le Chef de l'Etat, les forces armées et soutenir aussi toutes les actions et initiatives au profit du développement de la nation, sans oublier les nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante.

Haut-Katanga : plusieurs quartiers de Lubumbashi dans le noir après une tentative de vol des câbles. Les quartiers touchés sont Gambela 1, 2 et 3, les cités universitaires et autres. Cette coupure est intervenue lors de la tentative de vol de câble sur la ligne qui va du répartiteur sud vers le poste UNILU. Pendant ce temps trois de sept personnes qui ont voulu voler les câbles haute tension au village Tumbwe dans le territoire de Kipushi sont morts par électrocution.

Ituri : trois morts dans une nouvelle attaque des ADF contre un convoi de véhicules à Irumu. Sept autres personnes ont été blessées et deux véhicules ont été incendiés pendant des échanges des tirs entre les rebelles ougandais des ADF, accusés d'être à la base de cette embuscade, et l'armée qui escortait le convoi de transport en commun. Le bilan pourrait s'alourdir, les véhicules incendiés transportaient en effet des passagers et d'autres personnes sont jusqu'ici introuvables.

La Monusco « déterminée à combattre tous les rebelles ». En dépit de cette nouvelle attaque, le porte-parole de la Monusco en Ituri, affirme que la Monusco n'a pas baissé le bras face à l'ennemi. « La Monusco a un mandat reçu du Conseil de sécurité dans le cadre de la protection des civils. Ce mandat, nous l'exécutons chaque jour, malgré les nombreux obstacles que nous rencontrons (...) Cette lutte, nous la faisons en appui à nos partenaires des Fardc ».

Plaidoyer sur la facilitation d'accès aux crédits pour une meilleure production agricole. Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) devraient avoir des facilités d'accès aux crédits à travers leurs coopératives, a plaidé le 6 novembre M. Serge Bahati, dans son exposé qui a porté sur le financement des projets des jeunes et les apports agricoles. A la clôture de la Foire internationale des entrepreneurs, il a indiqué que ces crédits leur permettraient d'avoir une meilleure production agricole. « Nous avons mis un accent particulier sur le stockage qui se retrouveraient dans les alentours de notre zone de production, mais aussi passer à la transformation pour tirer avantage de l'import et export et apporter les produits agricoles congolais dans l'assiette de tous les citoyens congolais », a expliqué M. Serge Bahati.

Dimanche 7 novembre.

COP 26 : le GTCRR juge insuffisants les 500 millions de \$ octroyés à la RDC pour la protection des forêts « Ces fonds proviennent de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI). C'est destiné aux forêts de la RDC. Les 500 millions de dollars comme première tranche, c'est insuffisant, ça ne correspond pas à l'étendue de nos forêts », a indiqué le coordonnateur du Groupe de Travail Climat Redd (GTCRR), au sud Ubangi. La société civile environnementale, membre du Groupe de Travail Climat Redd exige, notamment, que ces fonds puissent bénéficier réellement à toutes les communautés locales, y compris les « peuples autochtones ».

Uvira : renforcement de la sécurité à la prison centrale Mulunge, grâce à la Monusco. La mission Onusienne a procédé à l'installation des projecteurs pour faciliter la surveillance nocturne, la pose des fils barbelés « concertina », la réhabilitation des murs de clôture intérieure et extérieure ainsi que l'installation d'un système d'éclairage solaire dans tous les dortoirs et les bureaux de l'administration pénitentiaire. Les travaux ont été exécutés par la Commission diocésaine justice et paix d'Uvira, grâce aux fonds reçus de la section de l'administration pénitentiaire de la Monusco.

Kwilu : un député provincial alerte sur un conflit foncier avec « mort d'hommes » dans le territoire de Bulungu. « Les habitants de Ikubi 2 sont venus encore une fois brûler des maisons à Ikubi 1 alors que, leurs occupants dormaient encore. Des morts qui ont été signalés. On a tué un homme au mois d'août dernier, et on continue à compter des morts. La situation sur le terrain ne fait que se détériorer. Ce qui cause l'insécurité dans cette partie du pays ». L' élu de Bulungu craint pour la sécurité des citoyens et en appelle à l'implication des autorités de cette entité.

Uvira : l'armée renforce sa présence sur deux axes routiers menacés par des hommes armés. Les Fardc renforcent leurs positions à Kazimwe-Kisanga, à environ 5 kms de Kawizi ainsi que sur et l'axe Rutemba-Munywema, au nord d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu. Ces deux axes routiers, situés sur les moyens plateaux et sur la RN5, ont été reconnus comme les endroits les plus « insécurisés », par des combattants armés. L'armée qui vient de renforcer sa

présence sur ces routes voudrait « dissuader les groupes armés et permettre la libre circulation des passagers sur ces axes ».

Etat de siège : les juridictions civiles du Nord Kivu reprennent une partie de leurs compétences pour l'exercice 2021-2022. Le 1er président de la cour d'appel du Nord Kivu, a fait cette annonce : « Cette rentrée concerne les tribunaux civils. A partir de ce moment, toutes les juridictions civiles, en commençant par la Cour d'appel du Nord-Kivu jusqu'au tribunal de paix, les activités ont effectivement repris en matière civile, sociale et autre. L'état de siège ne vient pas transformer les choses. Mais, en ce qui concerne les compétences en matière répressive, celles-ci sont déferées devant les juridictions militaires qui restent, il faut le dire, les juridictions de l'ordre judiciaire au même titre que les juridictions civiles. Donc, c'est la même mission qui continue. Mais une partie des attributions a été déferées devant les juridictions militaires. Il s'agit particulièrement des attributions en matière pénale ». Il a, aussi, rappelé aux magistrats leur devoir de rendre une justice équitable, suivant le respect des lois de la République et l'éthique de la magistrature.

Beni : l'armée lance les travaux de réhabilitation de la route Beni-Mangina pour « faciliter les mouvements des troupes ». Au-delà de faciliter les mouvements des troupes, cette route de desserte agricole, qui relie aussi la ville de Beni au territoire de Mambasa dans la province de l'Ituri, va également faciliter les déplacements des populations ainsi que les échanges commerciaux dans cette zone, a précisé le gouverneur du Nord-Kivu. L'état de siège et ses implications militaires n'arrêtent pas le processus de développement de la province, a précisé le gouverneur.

Lubero : De nouvelles violences entre civils et policiers font 5 morts à Kirumba. Voulant s'échapper, grâce à l'intervention de la police, la population en colère l'a rattrapée dans sa course avant de le brûler vif. Les policiers ont, alors, tiré à balles réelles sur la foule afin de la disperser. Deux personnes atteintes par des balles et meurent sur le coup. Ce qui a occasionné des échauffourées entre les policiers et des conducteurs de taxi moto. Ces violences se sont déportées jusqu'à Kirumba, situé à proximité. Dans cette commune, des policiers auraient, également, tiré à bout portant sur deux autres motards qui sont décédés sur le champ. Onze autres personnes ont été grièvement blessées.

Union Africaine: le Professeur Ntumba Luaba se félicite du « retour de la RDC sur la scène internationale ». Selon le coordonnateur du panel chargé d'accompagner le Chef de l'Etat congolais à la présidence de l'Union Africaine, « Il y a beaucoup d'investisseurs qui veulent venir. Cela va fournir des emplois aux jeunes. Avec l'économie verte et aussi avec le fond bleu, nous pensons qu'il y aura beaucoup d'ouvertures, de création d'emplois et qu'avec l'amélioration du climat des affaires, la lutte contre la corruption, les investisseurs vont venir de plus en plus nombreux »

Ituri : des militaires ougandais s'installent illégalement au village Urio (Chef coutumier). Selon l'autorité coutumière locale, le chef de Warpalar, l'armée ougandaise a installé une de ses bases à 2 kms du village d'Urio et mènent des patrouilles régulières dans ce village. Le 2 novembre, ils ont arrêté cinq jeunes congolais qui n'ont été relâchés que, le 4 novembre et après paiement « d'amendes », allant jusqu'à 80 USD. Ces militaires ougandais affirment que, ce village fait partie « intégrante » de l'Ouganda. Ce chef coutumier plaide pour la résolution de ce conflit des limites frontalières entre la RDC et l'Ouganda pour la sécurité de ses administrés.

Djugu : un cultivateur décapité dans une nouvelle attaque des miliciens de la Codeco à Mbaa, à l'entrée du centre commercial de Bule dans le territoire de Djugu. Le bilan de cette incursion est d'une personne décapitée à la machette et une autre blessée par balle. Plusieurs habitants se sont réfugiés dans la brousse, malgré l'intervention des militaires des Fardc qui a permis de repousser ces rebelles.

Nyunzu : 6 personnes, dont 3 militaires, tuées par des miliciens à Musebe. L'attaque qui a conduit au décès de trois éléments FARDC dans le secteur de Musebe est survenue tôt le matin de samedi à 5 h du matin. « Les Pygmées chassés de Kapona, là où ils sont poursuivis par les militaires sont passés par Lunga. Quand ils sont arrivés à Lwamba, ils étaient nombreux. Ils ont tué ces militaires, une femme et deux enfants », témoigne un habitant.

Lundi 8 novembre.

Une équipe des sénateurs évalue à Matadi les recommandations de l'examen des lois des finances 2019 et 2020. Cette évaluation vise à accroître les recettes du trésor publics, indique le rapporteur de la commission Economie et finances. Il ajoute que cette mission est intervenue après la phase des auditions de certains membres du gouvernement, des responsables des régies financières et services publics dans le cadre des enquêtes parlementaires.

Elections des gouverneurs : 104 formulaires sur les 148 retirés n'ont pas été déposés. La Ceni ajoute dans le rapport consolidé de monitoring de 13 bureaux de réception et de traitement des candidatures à la clôture des dépôts des candidatures des gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces concernées que 96 notes de perception ont été

retirées auprès de la DGRAD et 39 paiements de la caution effectués. 39 dossiers de candidatures ont été déposés dans certaines provinces dont 1 pour un parti politique, 3 pour les regroupements politiques et 35 pour les candidats indépendants. En ce qui concerne les dossiers des candidatures enregistrées, il y en a eu 39 dont 4 femmes et 35 hommes.

Beni : le général d'armée Mbala promet à la FEC de garantir la sécurité de ses membres sur les axes routiers. La Fédération des entreprises du Congo à Beni : « On ne peut pas être négatif. Nous espérons. Voyons si tout ce qu'il a promis il va faire. Nous allons accompagner les Fardc. Si quelqu'un voit un incivique qu'il le dénonce. On incendie ton véhicule, ce n'est pas toi seul qui perd, c'est toute la population ». Le chef d'état-major général, qui séjourne à Beni depuis le 5 novembre s'est entretenu avec des représentants des différentes couches de la population sur la paix et la sécurité.

Tanganyika : reddition de 3 anciens proches de Gédéon Mutanga et 169 combattants. Trois leaders, des anciens proches du chef de guerre Gédéon Mutanga ont fait reddition le 5 novembre, aux Fardc, dans le secteur de Mpyana en territoire de Manono (Tanganyika). Pendant ce temps, 169 combattants Kata-Katanga et leurs dépendants, femmes et enfants, munis de flèches et des armes à feu, se sont rendus par deux vagues, la semaine dernière à l'armée. C'est le curé de la paroisse de Mpyana, en partenariat avec les autorités militaires en place, qui a facilité les contacts pour obtenir cette reddition. Mais, il se pose un problème de survie de ces combattants. Ces combattants et leurs dépendants cantonnés dans villages à Konkole et à Kishale n'ont pas de quoi manger depuis leur arrivée. Leur prise en charge pose en effet problème.

Des élus et membres de l'exécutif réfléchissent sur la matérialisation du projet de « rénovation du poste frontalier à arrêt unique Ruzizi 2 ». L'initiative est du gouverneur du Sud-Kivu. Financé par l'Union Européenne à hauteur de 8 millions de dollars, ce projet intégrateur sera exécuté par l'organisation Trade Mark East Africa. « En termes simple, c'est la construction du poste frontalier, des infrastructures, des bâtiments, du parking des grands véhicules qui viennent du Rwanda, de la Tanzanie et ailleurs ». Une fois réalisé, ce projet aura un impact socioéconomique considérable. Par ailleurs, le démarrage effectif de ce programme, nécessite l'indemnisation de 266 ménages, avec un montant estimé à 5 millions de dollars, pour leur délocalisation du site. Ce qui nécessite l'implication des fils et filles de cette province, a dit le ministre provincial du Sud-Kivu chargé des transports, voies de communication et tourisme.

Nord-Kivu : attaque des villages Chanzu et Runyonyi par des présumés M23. C'est vers 23 h que les assaillants lourdement armés, visiblement venus du parc national de Virunga, ont attaqué simultanément les villages de Chanzu et Runyonyi. Certaines sources indiquent que les présumés rebelles, seraient issus du mouvement du 23 mars (M23). Les affrontements avec les Fardc ont duré jusqu'à 3 heures de ce lundi 8 novembre, indique la société civile de Rutshuru. Les habitants de Kinyangurube, Ndiza, Mbuzi et Jomba ont tous vidé leurs villages. Les collines de Chanzu et Runyonyi seraient pour le moment sous occupation des assaillants, indique une ONG locale. Les Fardc arrivent en renfort à Bunagana, pour visiblement tenter de récupérer les deux collines, témoignent quelques habitants.

Pas de rentrée des classes ce lundi 8 novembre dans les écoles publiques du Maniema. Selon le secrétaire provincial de la SYECO/Maniema : « Après avoir restitué les décisions ou les résolutions des pourparlers entre le banc syndical et le banc gouvernementale provinciale, il y a eu un débat houleux à l'issue duquel les enseignants ont été vraiment d'accord de reprendre mais sous condition. La première condition est que, tout le monde n'est pas prêt pour aller enseigner le lundi, parce que, rien n'a été préparé. La seconde les enseignants de Punia réclament trois mois d'arriérés des salaires, les enseignants de Kailo et Kibombo réclament deux mois de salaire et ceux de Kasongo un mois de retard de salaire. Quelle que soit leur bonne volonté, comment peuvent-ils rentrer donner cours aux enfants des autres pendant qu'ils sont incapables de préparer la rentrée scolaire pour leurs propres enfants ? Alors comme Caritas tarde à payer ces salaires, ces enseignants demandent à l'autorité provinciale de s'impliquer pour que Caritas puisse leur payer ses salaires au cours de cette semaine, comme ça la semaine du 15 novembre tout le monde va reprendre les cours. Et ils veulent que l'autorité provinciale signe un arrêté définissant clairement ce qui doit revenir aux NU et NP pour que cette catégorie d'enseignant puisse aussi avoir le courage et avoir le cœur à l'ouvrage pour reprendre les cours ».

Ituri : les Fardc négocient la « cessation des hostilités » avec la Codeco. Une délégation envoyée par le Chef d'état-major général des Fardc a rencontré le 6 novembre, les leaders du groupe armé Codeco à Linga, dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri. Ces émissaires étaient porteurs d'un message aux leaders du groupe armé, Union des révolutionnaire pour la défense du peuple congolais (URDPC/Codeco), représenté par le général auto-proclamé Ngona Kiza alias Cobra. Ce message, c'est celui de la « cessation des hostilités et l'adhésion de ce groupe armé au processus de paix ». La coordination de la société civile de l'Ituri désapprouve cette démarche qui selon elle, est inopportune en

cette période de l'état de siège. « Ça dénote de l'incapacité de l'armée de faire face à la Codeco », a réagi Dieudonné Losa.

Lubero : de violents affrontements entre le NDC/Guidon et le FPP/AP. Selon certaines sources locales, ce sont des combattants du groupe NDC/Rénové venus du territoire de Walikale qui ont lancé un assaut contre la position du FPP/AP de Kabido. Des affrontements se sont poursuivis jusqu'au dimanche. Selon des sources de la société civile, cette situation a occasionné un « déplacement massif » de la population qui fuit le village Fatua pour des endroits encore sécurisés. Le campement de la milice FPP de Kabido a également été incendié.

La société civile au général Célestin Mbala : « L'insécurité n'a pas cessé à Beni ». Le chef d'état-major général de l'armée a reçu en audience des représentants de la société civile de la ville de Beni. « Nous lui avons demandé de procéder au relèvement de troupes qui ont duré longtemps ici à Beni et nous lui avons dit que jusque-là nous constatons que l'état de siège dans lequel nous trouvons reste encore plus administratif que militaire ».

L'armée ne laissera aucun groupe armé occuper un seul millimètre du territoire national. « A l'heure actuelle, les combats sont en cours, et les Fardc sont déterminées à en finir une fois pour toutes avec le groupe rebelle du M23. Les Forces armées ont pris toutes les dispositions qui s'imposent pour faire échec à cet énième incursion sur le sol congolais», a martelé le général Sylvain Ekenge. Il appelle la population de garder le calme et de continuer à faire confiance aux forces de défense et de sécurité. Des hommes armés identifiés aux rebelles du M23 ont attaqué le village Chanzu, dans la nuit du 7 au 8 novembre, au Sud-Est du chef-lieu du territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. **Nord-Kivu: le M23 nie son implication dans l'attaque de Rutshuru.** Le M23 rappelle que depuis plus d'une année, il est engagé dans les pourparlers avec le gouvernement de Kinshasa. Pour Bertrand Bisimwa, il est mal indiqué de croire que son Mouvement puisse s'engager dans des hostilités avec les Fardc en ce moment où le partenariat avec le Gouvernement congolais se porte mieux et il ajoute que ses combattants stationnés dans le Rutshuru, en attente de la réponse du gouvernement, subissent des actes de provocation de la part des quelques éléments incontrôlés des Fardc depuis 2020.

Ituri : trois morts à la barrière de Luna après des attaques des ADF. Ils ont fait incursion à la grande barrière de Luna où sont installés plusieurs services de l'Etat. Deux civils sont morts pendant l'attaque et un militaire a été blessé. C'est la deuxième attaque après celle de vendredi par ces rebelles des ADF à Luna-Kabrique à la limite avec le Nord Kivu. Ces derniers ont tué huit civils dont cinq sont morts calcinés dans des véhicules incendiés. De nombreuses familles ont fui la localité de Luna en Ituri vers Eringeti dans le territoire de Beni après la dernière attaque des présumés ADF.

Nord-Kivu : reprise des cours dans plusieurs écoles publiques de Beni. Dimanche 7 novembre, lors de l'assemblée évaluative de leur grève, les deux principaux syndicats des enseignants, le Syeco et le Synecat avaient résolu de suspendre leur mouvement de grève et reprendre les cours ce lundi, en attendant l'aboutissement des négociations avec le gouvernement. «Mais la grève n'est pas levée tout en attendant ce qui va se solder par les délégués syndicaux. Donc si cela venait à notre défaveur, nous allons entrer en grève sèche et qui risquera de nous amener à une année blanche ».

Rougeole au Maniema : 45 décès en trois semaines dans le territoire de Kasongo, et plus de 345 cas de la maladie de la rougeole. Selon l'administrateur du territoire, en dehors des cas de rougeole il y a 14 cas de poliomyélite, 2 cas de fièvre jaune et une centaine de décès dus au paludisme sévère et rebelle avec anémie dans cette zone de santé de Kunda. La résurgence de ces maladies intervient dans un contexte de grève du personnel non-soignant des hôpitaux publics. Il sollicite l'implication des autorités provinciales, nationales, et des humanitaires pour tenter de freiner la propagation de ces maladies. Le gouvernement provincial dit avoir dépêché une équipe sur terrain pour mener des investigations.

Deux Congolais arrêtés aux Etats-Unis pour trafic d'espèces sauvages. Ces personnes sont accusées de trafic d'espèces sauvages. Environ 3,5 millions de dollars d'ivoire, de corne de rhinocéros et d'écailles de pangolin ont été saisis, à la suite d'une coopération multinationale de plus de deux ans entre le service de Sécurité diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa, Homeland Security Investigations (HSI) et le Gouvernement de la RDC pour mettre fin à l'opération de trafic d'espèces sauvages. À la fin de la semaine dernière, une Equipe spéciale composée de la branche répressive de l'autorité congolaise chargée de la faune, de la Police nationale congolaise, d'Interpol et de membres des Fardc a saisi des produits de contrebande liés au trafic d'espèces sauvages dans plusieurs cachettes à Kinshasa. «J'applaudis l'action rapide de la task force États-Unis-RDC. Le succès de cette opération illustre l'engagement concret du gouvernement des États-Unis à collaborer avec les forces de l'ordre congolaises pour combattre le trafic illicite d'espèces sauvages qui prive la RDC de ses trésors naturels et sert à financer les groupes armés et les terroristes », a déclaré l'Ambassadeur Mike Hammer.

Mardi 9 novembre.

Le Comité des sanctions de l'ONU salue l'éradication d'enfants-soldats au sein des FARDC. « On a mis un accent particulier sur les violences qui sont faites aux femmes, où des progrès notables ont été enregistrés. Hier dans l'après-midi, on a rencontré la conseillère spéciale du Président de la République sur la question (des violences faites aux femmes). Et je pense que le point qu'elle nous a fait est un point qui nous encourage. Nous avons également évoqué la question de l'emploi des enfants soldats pour constater fort heureusement qu'au niveau des FARDC, ce phénomène-là n'existe plus », a rapporté le président du Comité des sanctions de l'ONU sur la RDC, qui est à Kinshasa avec l'ensemble de 15 membres de ce Comité, qui sont également membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce haut fonctionnaire onusien s'est également dit satisfait de l'offensive diplomatique « très concluante » déployée par le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi au niveau de la sous-région dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières de la RDC. Sama Lukonde et Abdou Abbary ont aussi échangé des questions de sécurité avec comme clé de voûte, l'ensemble d'articulations du régime des sanctions, dont la question de l'embargo sur les armes, les sanctions individuelles avec le gel des avoirs, la limitation ou de circuler pour ceux qui sont frappés par ces sanctions.

Affaire Bukanga Lonzo: Matata Ponyo conteste la compétence de la Cour constitutionnelle. Augustin Matata, Patrice Kitebi et le gérant sud-africain de la société Africom, Grobler Christo, doivent-ils être jugés par la Cour constitutionnelle ou par un autre juge ? Après avoir développé huit moyens d'exceptions et d'irrecevabilités tirées de la violation de la Constitution et de la loi organique de la Cour, le conseil de Matata, représenté par Raphael Nyabirungu, pense que son client ne doit pas être jugé par cette Cour étant donné qu'il n'est plus Premier ministre en fonction. Il estime qu'il est justiciable de la Cour de cassation. Pareil pour le conseil de Grobler Christo, représenté par Me Jacquemin Shabani. La Cour promet ainsi de rendre son arrêt sur ces exceptions soulevées le 15 novembre.

Ebola : aucun nouveau cas enregistré depuis 9 jours à Beni (Médecin). Le médecin chef de zone de Beni a salué le 8 novembre le travail des équipes de terrain qui, selon lui, font les efforts pour qu'il n'y ait pas une « explosion de cas ». Il appelle la population à signaler aux équipes de riposte tout cas suspect. Il souhaite qu'il y a dans la zone de surveillance épidémiologique aussi la gestion des points de contrôle et points d'entrée.

Zongo : le HCR boucle la première vague de rapatriement des réfugiés centrafricains. Le dernier convoi à destination de Bangui a quitté Zongo vendredi 5 novembre. Au total, 242 réfugiés centrafricains, dont 82 ménages, qui ont pris place à bord des véhicules et baleinières affrétés par le HCR et ses partenaires. Chaque réfugié a aussi emmené quelques articles ménagers essentiels dont il a bénéficié avant le départ du camp. Ces réfugiés font partie de la première vague de plus de 1700 réfugiés qui vivaient au camp de Mole, située à 35 kms de Zongo. Ces réfugiés avaient manifesté l'intention de retourner dans leur pays, cette année. Ceux qui sont restés sont programmés pour l'année prochaine. La même opération va se poursuivre le 12 novembre, au camp de Boyabu, dans le territoire de Libenge, dans la même province. Ceux du camp Inke, situé à 45 kms de Gbadolite, dans le Nord-Ubangi, quitteront le 15 novembre.

Beni : la société civile alerte sur une « imminente attaque » des ADF à Erengeti. La société civile demande à l'armée de renforcer ses effectifs dans cette partie du territoire de Beni, afin de barrer la route à l'ennemi. La semaine dernière, Luna a été la cible de plusieurs incursions des présumés ADF, qui ont fait au total vingt-trois morts.

Kasaï-Central : l'ONIP prépare le recensement administratif de la population. « Les missions de l'Office national de l'identification de la population consiste d'une part, à identifier les Congolais qui vivent au Congo, les étrangers qui sont au Congo, en octroyant les cartes d'identité, mais aussi les documents qui permettent aux étrangers d'évoluer au Congo. Ainsi que, l'entretien et la constitution du fichier général de la population », a indiqué le délégué de l'ONIP. Sa première mission consiste d'abord à repérer les sites d'installation, avant le lancement du recensement.

Kisangani : les agents de santé non-médecins posent des conditions à la levée de leur grève. Ils exigent la « signature du protocole d'accord », avec le gouvernement et le lancement des travaux de la commission interministérielle pour « l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ». Le coordonnateur provincial de ce collectif, parle notamment des conséquences qui découlent de cette grève : « des décès Materno-infantile, la perturbation du calendrier vaccinal, source de la résistance des épidémies ».

Après l'attaque de Bukavu, une délégation gouvernementale évalue la situation avec les autorités provinciales. La visite du ministre de l'Intérieur et son collègue de la Défense à Bukavu consiste à évaluer la situation sécuritaire après l'attaque d'un groupe armé dimanche dernier dans cette ville du Sud-Kivu. La psychose est toujours présente. En effet, les stigmates de la récente attaque de leur ville par des hommes armés non autrement identifiés sont encore vifs. Les Bukaviens ont modifié leurs habitudes de vie pour le moment. En effet, les rues se vident déjà à partir de 20 h,

moment où les points de contrôle sont installés par l'armée et la police à différents endroits pour filtrer les entrées et sorties de la ville. Il est prié à tous les habitants de se munir d'une pièce d'identité pour faciliter le contrôle.

Ituri : 40 000 retournés reçoivent des vivres à Nyakunde, Marabo et Sota. Cette opération de distribution, qui s'est poursuivie ce 9 novembre, est organisée par l'ONG internationale Mercy Corps pour la réinsertion de ces personnes, qui ont été victimes d'atrocités des groupes armés. Les bénéficiaires ont regagné leurs milieux ces trois derniers mois. Certains avaient fui à Bunia et d'autres à Komanda et dans plusieurs localités dans la chefferie de Walendu Bindi. Cette assistance va faciliter la réinsertion communautaire de ces personnes qui avaient tout perdu pendant les atrocités des groupes armés.

Le député Ayubangira Safari déplore « les attaques du M23 » à Rutshuru. Il s'est dit préoccupé par les attaques armées des collines de Tshanzu et Runyonyi par « des rebelles du M23 », dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 novembre. Ces attaques interviennent en dépit de l'état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri, a-t-il déploré, invitant le gouvernement à renforcer la « présence des militaires », dans cette partie du pays.

Kwilu : 286 enfants décédés en 3 mois d'une maladie inconnue, dans la zone de santé de Mukedi, dans le territoire de Gungu, dans la province du Kwilu. "Les enfants font la fièvre accompagnée de douleur abdominale, des vomissements, quelques-uns aboutissent à un tableau d'anémie. Nous sommes à 4.481 cas et 286 décès en cumul", a précisé le chef de la division provinciale de la santé du Kwilu. Il a, par ailleurs, affirmé que la province et certains partenaires avaient accordé un appui matériel et financier pour renforcer la riposte.

La nouvelle ambassadrice de la RDC en France promet de réconcilier les artistes musiciens et la diaspora congolaise. Isabelle Tshombe, est la nouvelle ambassadrice de la RDC en France. Certains Congolais de la diaspora empêchent certains musiciens de se produire. Il s'agit des productions des artistes musiciens Werrason et de Koffi Olomide. « Quand je vous parle d'un travail de réconciliation entre certains Congolais de la diaspora et les musiciens congolais, il y a un dialogue qui doit s'amorcer. Nous allons faire de notre mieux pour que nos ambassadeurs culturels se produisent à l'aise à l'extérieur de la RDC, et particulièrement en France », a déclaré Isabelle Tshombe.

Rutshuru : retour au calme à Bunagana, Chanzu et Runyonyi. La population qui s'est déplacée lundi en direction de l'Ouganda voisin, mais aussi vers Rutshuru-Centre, Kalengera et au-delà regagnent leurs villages depuis ce mardi matin et en grand nombre. Certaines activités reprennent déjà dans le centre de Bunagana à la frontière avec l'Ouganda. Par ailleurs, ces rebelles du M23 se seraient retranchés dans le parc des Virunga, dans un triangle entre l'Ouganda, le Rwanda et la RDC. C'est là qu'un groupe des rebelles du M23 campent depuis au moins 4 ans. Dans un communiqué officiel publié ce lundi, l'armée rwandaise affirme pour sa part qu'elle ne participe, ni ne soutient les activités de l'ex-M23.

Sud-Kivu : reprise progressive des cours dans les écoles catholiques et protestantes. Si les enseignements sont dispensés dans certaines écoles secondaires, tel n'est pas le cas dans les écoles primaires. Ces derniers disent attendre la dotation du gouvernement en frais de fonctionnement pour matérialiser la gratuité de l'enseignement primaire.

Coronavirus à Lomami : les infirmiers dénoncent le non-isolement des malades. Ces infirmiers menacent de sécher le lieu de service, si aucune action n'est entreprise. Ils craignent que l'hôpital général de référence de Kabinda puisse devenir le foyer de propagation de ce virus. Ils demandent ainsi à l'autorité provinciale d'éloigner le centre de COVID-19, loin de l'hôpital, et de chercher une équipe qui doit s'occuper des cas des contaminés. A cet effet, le ministre provincial de la santé de Lomami, a affirmé que des dispositions avaient été prises avec les responsables de l'hôpital pour l'isolement dans un bref délai, des malades de la COVID-19 ; en attendant la fin des travaux de construction du bâtiment destiné aux malades COVID-19.

Haut-Katanga : l'ACAJ sensibilise la société civile sur la manière de dénoncer les actes de corruption. Cet atelier a réuni les ONG de défense des droits de l'homme, les mouvements citoyens, les journalistes et autres venus de plusieurs coins de la province. La société civile, une fois outillée, devrait être à même de monitorer les cas de corruption, d'identifier les auteurs et leurs complices afin de les référer auprès des autorités pour qu'ils soient sanctionnés et que les avoirs dont ils auraient bénéficié soient récupérés au profit de la communauté nationale. Pour y parvenir, les membres de la société civile devraient connaître des techniques pouvant les amener à mener leur travail sans tomber dans la diffamation.

Haut-Lomami : la population de Kaniama se plaint de ne pas bénéficier des productions du Service national. « Tous les petits cultivateurs ne sont pas encadrés. Aujourd'hui on est en train de former les Kulunas mais les enfants de Kaniama ne bénéficient pas de cette formation. On devrait aussi intégrer une politique pour la formation des jeunes. Nous pensons que le gouvernement, devrait particulièrement s'y pencher et trouver des solutions idoines afin de créer

un climat social paisible pour permettre à ce que le service national soit bénéfique aux uns et aux autres », a plaidé Jesse Numbi. Toutefois, il dit saluer le travail abattu par les jeunes Kulunas qui sont au Service national à Kaniama Kasese. Ils travaillent dans la discipline et ne sèment pas l'insécurité telle que redoutée par plusieurs personnes. Il se réjouit aussi de la relance de la production dans le service national : « Plus de 5 000 tonnes produites cette année ».

Kongo-Central : le village Belatshola déserté après accrochage entre les habitants et les recrues des Fardc. Les recrues des Fardc en formation à la base militaire de Kitona, ont effectué une descente punitive dans ce village pour venger la mort de leur compagnon retrouvé mort dans un champ de manioc de ce village. En prenant d'assaut le village, ils ont tiré plusieurs coups de feu, incendié plusieurs maisons, violé des femmes et poignardé plusieurs personnes. Face à cette situation, le gouverneur intérimaire et le chef d'état-major général des Fardc, qui ont fait le déplacement au village Belatshola pour se rendre compte de la situation, affirment que c'est un conflit foncier entre Kitona et ce village qui est à la base de ces incidents. Après s'être rendu dans ce village, le gouverneur intérimaire, a instruit les services fonciers de délimiter ce terrain. Il a aussi décidé du déploiement de la police militaire dans ce village pour le pacifier.

Ituri : toujours pas de reprise des cours dans les écoles d'Aru et de Mambasa. Selon la synergie des syndicats des enseignants dans cette province, les grévistes dénoncent le système des zones salariales, instauré par le gouvernement et la désactivation de plus de trois cents enseignants de l'Ituri de la liste de paie. Ils disent attendre les conclusions de la rencontre entre le gouvernement et leur syndicat à Mbuela Logde pour répondre à leurs revendications.

Kinshasa : début de la campagne de vulgarisation de la loi relative à la garantie locative. « Le respect de la garantie locative légale, le régime répressif prévu en cas de violation de cette disposition et l'enregistrement des contrats de bail, courtiers et agents immobiliers constituent les axes forts de cette innovation. Tout contrevenant qui ne respectera pas les dispositions pertinentes de la présente loi sur la garantie locative, sur l'enregistrement sera interpellé et exposé aux sanctions prévues. La garantie locative pour le bail à caractère résidentiel est de 3 mois, pas plus, pas moins, sinon, c'est 3 mois de prison ou amende », a expliqué le ministre de l'Urbanisme et Habitat.

Mercredi 10 novembre.

Près de 7 500 personnes tuées en 13 ans à Beni et Irumu, lors de 2 237 attaques dans près de sept cents entités. C'est le résultat de l'enquête publié mardi 9 novembre à Kinshasa devant la presse. Dans leur rapport de plus de 800 pages, les deux élus de Butembo disent en appeler à la conscience nationale devant ce génocide. Il s'agit d'une situation complexe et catastrophique, et dont les vrais tueurs ne sont pas réellement identifiés. Dans cette enquête, une seule tribu a été ciblée à 95 %. « Si les Nande sont visés, c'est parce qu'ils ont longtemps résisté à la balkanisation de notre pays », ont-ils estimé.

Nord-Kivu : le CICR apporte une assistance médicale aux déplacés de Luofu. D'après le président de la société civile locale, cette assistance crée un engouement des malades qui va au-delà de la capacité d'accueil du centre de santé. L'infirmière titulaire du centre de santé de Luofu, affirme que le centre est débordé, vu sa capacité d'accueil réduite par rapport à la demande. Elle évoque notamment le fait que deux malades sont reçus dans un même lit. Toutefois, elle salue cette intervention du Comité international de la Croix rouge et invite d'autres partenaires de santé à appuyer l'initiative.

Attaque du M23 : les élus de Rutshuru affirment leur soutien aux Fardc. Les députés provinciaux de Rutshuru demandent à la population réfugiée de rentrer chez elle tout en restant vigilante et de collaborer étroitement avec les services de sécurité. Cette attaque des rebelles du M23, survenue dans la nuit de dimanche à lundi 8 novembre, a suscité plusieurs réactions des acteurs sociopolitiques. Tous condamnent la reprise des hostilités par ce mouvement rebelle.

4 000 personnes vivent avec la drépanocytose (Dr Manzombi). Cet atelier, organisé par le Réseau national des ONG des droits de l'homme de la RDC, a eu pour thème la modernisation de l'Etat civil et la protection des familles contre la drépanocytose. Les organisateurs ont voulu mettre l'accent sur la sensibilisation afin que de permettre à la population de se protéger contre cette maladie. Le médecin spécialiste de la drépanocytose, a appelé l'Assemblée nationale à élaborer une loi pour sa bonne prise en charge.

L'Université zambienne Copperbelt ouvre ses portes en RDC. Cette université offrira les cours en ligne aux étudiants congolais désireux de faire le master et autres recherches dans les différents domaines. Créée en 1997 à Lusaka, Copperbelt est la deuxième université publique zambienne. « L'université a plusieurs facultés, notamment celle des mines, ponts et chaussées. En Zambie, nos étudiants construisent eux-mêmes les routes, vous n'allez plus demander aux étrangers de construire vos routes » révèle le directeur en charge des études en ligne de cette université.

Reprise d'activités à Bunagana et psychose à Goma. Deux jours après l'attaque perpétrée par des rebelles du M23 à Tshanzu, dans le territoire de Rutshuru, la situation socio-économique a quasiment repris son cours normal dans

l'agglomération de Bunagana et environs et la population déplacée est rentrée à 80% dans le groupement de Jomba. Cependant, les événements de dimanche à lundi dernier à Tshanzu n'ont pas laissé la ville de Goma indifférente. Un dispositif sécuritaire non habituel s'observe dans cette ville depuis cette attaque.

Kwilu : des sauterelles ravagent des champs à Masimanimba. « Il y a des sauterelles qui ravagent toute sorte des cultures, quel que soit nature de la culture vivrière, ça commence par les feuilles jusqu'à l'écorce. Ça risque d'amener la disette dans ce côté-là, c'est vraiment difficile », précise l'administrateur de ce territoire. Il sollicite ainsi l'intervention du gouvernement tant provincial que national pour trouver des insecticides appropriés afin de mettre fin à cette situation.

Nord-Kivu : l'ONG REDHO alerte sur la détention irrégulière de 34 personnes à la prison de Lubero. Le Réseau pour les droits de l'homme a alerté, les autorités sur l'irrégularité de la détention de plusieurs personnes à la prison centrale de Lubero (Nord-Kivu) depuis l'instauration de l'état de siège ainsi que leurs mauvaises conditions de vie dans cette maison carcérale. Les dossiers de ces détenus ne sont pas instruits au parquet, faute de magistrats militaires dans cette zone. Il déplore les conditions de vie de ces détenus : sous-alimentation, manque de médicaments.

Ituri : 11 décès infantiles à Bambu depuis le retrait de MSF, due à l'anémie et malnutrition aigüe. Les derniers ont été enregistrés ce mardi à Iga barrière. Il s'agit de trois enfants âgés de zéro à cinq ans, selon le président de la société civile locale. Il précise que plusieurs enfants et même certains adultes souffrent de malnutrition dans trois aires de santé ; à savoir : Nizi, Iga barrière et Linji, où sont concentrés de milliers de déplacés qui ont fui les atrocités de la milice Codeco.

Nord-Kivu : la protection civile plaide pour le rétablissement de la sécurité à Eringeti. Plus de trois cents ménages des déplacés, venus de Komanda, Otmaber, Luna, Ndalya, Katabeyi et Kabriqué dans la province de l'Ituri, ont trouvé refuge dans la localité d'Eringeti en territoire de Beni, à la limite entre la province du Nord Kivu et de l'Ituri. Ces derniers sont majoritairement des femmes des enfants et des personnes de troisième âge, hébergés dans des églises et dans les écoles. Ils mangent difficilement, l'état de lieu hygiénique et sanitaire est catastrophique indique la société civile d'Eringeti. Les familles d'accueil sont également débordées, a annoncé Jean-Paul Kapitula, qui craint que cette situation arrive pendant ce temps où la ville et territoire de Beni font face à la maladie à virus Ebola ainsi qu'au Coronavirus.

Mbuji-Mayi : hausse des prix du maïs sur le marché. La meurette de 3,5 Kilos de maïs, qui coûtait 2 500 FC se vend actuellement à 3 500 FC. Le directeur provincial de la Fédération des entreprises du Congo/Kasaï-Oriental, déplore cette hausse pendant cette période où un lot important de maïs de Kanyama Kasese est en vente à Mbuji-Mayi : "Ça ne devrait pas se justifier dans la mesure où nous avons le Service national, qui a amené des tonnes de maïs sur le marché qui se vendent à moindre prix, et puis les gens s'approvisionnent facilement aussi".

Des mineures et femmes déplacées victimes d'abus sexuels à Kasindi. La conseillère du Conseil urbain de la jeunesse, demande aux autorités de fermer toutes les maisons closes où des jeunes filles sont contraintes de se prostituer. « Je recommande à ce que les services de sécurité fassent la traque de toutes ces maisons de tolérance, et que tous ces tenanciers et tenancières de ces maisons de tolérance puissent subir la rigueur de la loi ». L'association Jeune Patriotes Consolidateurs de la Paix a répertorié plus de 100 maisons closes dans la ville de Beni et 120 dans la cité frontalière de Kasindi.

Pr Kabamba Kabata : « La nouvelle politique de l'aménagement du territoire va résoudre les questions de superposition des titres ». « La politique et la loi, en plus de l'administration qui va être renforcée, créent des organes pour la mise en œuvre de cette politique. Ce sont des organes qui n'existaient pas, notamment les différents conseils : conseil national, conseil provincial, conseil local d'aménagement du territoire, dans lesquels toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des organismes étatiques, du monde des affaires, de la société civile, des autorités coutumières et des peuples autochtones pygmées, tous sont représentés dedans, pour arriver à se mettre d'accord sur comment on va affecter les terres et leurs usages », a expliqué Pr Kabamba.

Procès Chebeya : le site où Bazana aurait été tué est identifié mais déjà pollué. Sur les trois concessions appartenant au général Zelwa Katanga Djadjidja, celui-ci n'en reconnaît qu'une seule. Et à 100 mètres de-là, Jacques Mugabo et Doudou Ilunga affirment avoir enfoui le corps de Bazana. Les habitants environnants confirment la présence, jadis, de quelques militaires en train de déterrer quelque chose. Selon le président de la Cour, la descente n'est pas effectuée « pour une fouille du sol mais vérifier les affirmations et contradictions croisées des accusés. »

Ituri : une vingtaine de corps sans vie découverte dans la région de Luna. Selon des sources locales, il s'agit des corps d'hommes, de femmes et d'enfants amenés de force dans la brousse par des présumés rebelles ougandais des ADF lors de la récente attaque contre un convoi de véhicules sur la route Luna-Komanda. Ces personnes avaient été

contraintes de transporter les biens pillés lors de cette attaque par les assaillants. Des enquêtes sont menées pour déterminer les circonstances exactes de ces massacres.

Sud-Kivu : des déplacés et retournés de Bibokoboko vivent dans des conditions difficiles. Les personnes déplacées et les retournées qui sont dans le site de l'école primaire Bora de Bibogobogo dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu vivent dans des conditions difficiles. Elles avaient fui des combats entre des groupes armés locaux Maï Maï et Twirwaneho le 13 octobre dernier. Ils attendent de rejoindre leurs villages respectifs ; Mugarore, Magunga, Nyakisozi, Mugono, Kabembue, et Magaja. Ces déplacés se disent très préoccupés de leur sort. Deux enfants et une femme sont décédés à la suite des maladies. « Nous demandons au gouvernement de nous aider à faire la réconciliation entre toutes les communautés ici, les Banyamulenge, Bafulliru, Babembe pour qu'on puisse vivre ensemble et en paix », a décrit M. Rukenura Matalatala, un des déplacés ici à Bibokoboko.

Jeudi 11 novembre.

Ituri : 124 présumés miliciens arrêtés depuis le début de l'état de siège, ainsi que soixante-dix-huit de leurs supposés collaborateurs. La société civile de l'Ituri, qui salue ces cas d'arrestations, dit rester perplexe quant aux résultats que ces arrestations produisent sur le terrain. « Nous demandons aux Fardc de doubler encore d'efforts » De son côté, l'organisation de défense des droits humains « Justice plus » exige qu'un procès équitable soit organisé dans le respect du principe de la présomption d'innocence de chaque détenu. D'après l'armée, certains de ces présumés assaillants sont déjà mis à la disposition de la justice et d'autres sont en interrogatoire au service de renseignements militaires.

4 700 000 USD débloqués par l'Unicef en faveur de l'ex-Kasai-Oriental. 70 % de ces fonds ont été affectés à la santé de l'enfant, à son éducation ainsi qu'à d'autres activités relatives au bien-être de l'enfant congolais. « L'Unicef a pu mobiliser plus de fonds que l'année dernière, sans compter les intrants mis à la disposition des partenaires. 4.700.000 USD ont été dotés en cash, en 2021 dans les trois provinces de responsabilités contre 3.500.000 en 2020 »

Kasai-central: l'ONG FMMDK recense plus de 30 cas de violences sexuelles en un mois. « Nous alertons les agents de sécurité mais aussi la justice. C'est elle qui peut nous aider à réduire ces cas. Le temps est révolu, la justice doit jouer son rôle qui est celui de décourager tous ces malfrats. Nous ne pouvons pas nous sentir tous en insécurité. Les femmes et les filles. Que l'autorité ouvre l'œil! Ce n'est pas intéressant de continuer à vivre ces situations », a déploré la coordinatrice l'ONG "Femme main dans la main pour le développement du Kasai". S'opposant aux arrangements à l'amiable, elle appelle la justice à se saisir de toutes ces situations pour que les bourreaux répondent de leurs actes.

L'assemblée nationale se penche sur le projet de loi portant reddition des comptes ce jeudi. Alors que le Parlement a déjà enregistré plus de 55 jours de retard par rapport à l'examen du projet de budget, en vertu de l'article 83 de la loi, l'examen de la loi portant reddition des comptes prévu le mardi 09 novembre, a été renvoyé à ce jeudi sans qu'aucune raison ne soit avancée.

Tanganyika : un homme meurt après avoir bu 4 bouteilles d'alcool frelaté lors d'un concours des consommateurs. Le drame est survenu à la fin de la quatrième bouteille d'alcool frelaté, appelé "Whisky", sur place à Kongolo. Le concours a consisté à boire dans dix minutes et sans arrêt, quatre bouteilles d'alcool. L'organisateur du jeu a mis sur la table une somme de 50 USD, prête à être remise au gagnant. L'administrateur de territoire assistant, qualifie cet acte de « crime ». Il a ordonné aux services compétents de combattre cette pratique et de punir les coupables.

Beni : 13 militants de la Lucha arrêtés lors d'une manifestation contre une 12e prorogation de l'état de siège. Selon des sources judiciaires, ces militants de la Lucha sont poursuivis pour violation de l'ordonnance proclamant l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri, qui interdit l'organisation des manifestations dans ces provinces pendant cette période.

Sud-Kivu : 70 sites miniers validés "sites verts", par le ministre des Mines. Selon l'esprit de cet arrêté, seuls les minerais des sites « verts » peuvent être vendus et exportés. Tous les minerais qui seront produits dans ces sites, seront canalisés dans le circuit officiel et acheminés au niveau des entités de traitement : « Ça aura comme conséquence, l'augmentation d'abord des productions minières dans la province, et puis des recettes de l'Etat. »

Kananga : la CNDH sensibilise les OPJ et APJ sur les droits fondamentaux des détenus. La formation a été organisée par la Commission nationale des droits de l'homme avec l'appui du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme. L'objectif était de combattre les « mauvaises pratiques en matière d'arrestations, » notamment des détentions prolongées dans les cachots. Cette série de formations débutée par Luiza va se dérouler dans les quatre autres territoires du Kasai-Central. Cents OPJ et APJ sont ciblés par cette formation.

Sud-Kivu : "Les députés doivent doter l'armée de son propre budget" (ministre de la Défense). Les militaires ont saisi cette occasion leur offerte par le ministre de tutelle pour exposer les difficultés rencontrées dans l'exercice de leur profession. Le problème logistique, administratif et le social des militaires sont les principales revendications qui ont été soulevées. Les militaires ont évoqué aussi l'absence des mutations. Ce qui fait que certains militaires deviennent comme des chefs coutumiers, avec parfois trente ans dans une même garnison. Ils ont cité aussi le manque d'avancement en grades depuis 2008. Toutefois le ministre de la Défense nationale a recommandé aux militaires de veiller à la discipline.

"Les problèmes sécuritaires de l'Ituri doivent être résolus d'abord par les Ituriens eux-mêmes", (Ntumba Luaba). Le coordonnateur du panel d'appui du Président Tshisekedi dans le cadre de son mandat à la tête de l'Union africaine, dans le secteur de la paix, sécurité et stabilisation l'a déclaré, le 10 novembre, à l'issue de la clôture de ses consultations avec les différentes couches de la population, entamées depuis lundi 8 novembre à Bunia. Selon lui, l'objectif de cette démarche était de sensibiliser les leaders communautaires pour leur plus grande implication dans la recherche de la paix dans cette province, où les groupes armés sont actifs. Les participants à ces rencontres ont, par ailleurs, reconnu les limites de l'état de siège pour instaurer la paix en Ituri.

Visite du chef d'état-major général des Fardc au Rwanda. La situation sécuritaire dans la région et la lutte contre le terrorisme ont été au centre de discussions le 10 novembre à Kigali (Rwanda) entre le chef d'état-major général de la RDC et son homologue du Rwanda. Ils ont ensemble échangé au tour du cadre établi par leurs pays voisins pour faire face aux groupes terroristes et autres menaces régionales, conformément aux recommandations de l'Union africaine. Le chef d'état-major général des Fardc a souligné, devant la presse rwandaise, qu'il était également question d'évaluer les efforts des uns et des autres pour empêcher l'activisme des forces négatives le long des frontières des pays de la sous-région

Equateur : le CPJ recommande la dépolitisation des postes dans les institutions universitaires. « Qu'il ne tienne pas compte de l'appartenance politique. Qu'il nomme des gens consciencieux, responsables, des gens du terrain, des gens soucieux du développement des jeunes, pour que demain, ces jeunes-là les remplacent. S'il ne tient pas compte de cela, vous verrez que ces gens qui viendront vont satisfaire seulement à leurs autorités morales, au lieu de satisfaire à la formation des jeunes ». La dépolitisation reste une priorité parmi les résolutions des états généraux de Lubumbashi. Lesquelles ont été approuvées, dans leur ensemble, par le chef de l'Etat, a souligné le professeur Mputu Bokenga.

Uvira : l'armée appelle les déplacés à regagner leurs milieux dans les Moyens Plateaux. Le commandant de 3407e régiment des Fardc basé à Bibokoboko, dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu, demande à tous les déplacés internes ressortissants des Moyens Plateaux, de « regagner leurs villages respectifs ». Il a assuré avoir déployé ses troupes à Magunga 1 et 2, au marché de jeudi de Kavumu, à Mugono, à Bivumu et à Tujenge. Les Fardc envisagent organiser des « patrouilles pédestres de combats », dans ces différents villages. Il a exhorté la population locale à ne pas franchir les limites au-delà de la zone sous son contrôle pour paître les bétails, en attendant les patrouilles des Fardc.

Maniema : la pluie laisse 1 200 familles sans-abris à Ulimba. Le village de Moza : 42 maisons endommagées, le village Ngongomeka : 28 maisons, village Kintolo : 31 maisons et le village Makundju : 54 maisons". Nous demandons au gouvernement provincial de venir en aide aux populations en détresse qui passent la nuit à la belle étoile et dans les familles d'accueil.

Naufrage sur le lac Kivu : une dizaine de morts enregistrés et une cinquantaine de disparus (Société civile). Un naufrage s'est produit sur le lac Kivu le 11 novembre à la mi-journée. Les témoins rapportent qu'il s'agirait d'une pirogue motorisée qui a chaviré sur le Lac Kivu entre les eaux de Mabula, village Munanira dans le territoire de Kalehe. Le bilan provisoire avancé par la société civile fait état d'une dizaine de morts, d'une cinquantaine des personnes disparues.

Nord-Kivu : paralysie d'activités à Butembo après l'assassinat d'un opérateur économique, abattu par des inconnus armés au quartier Mukuna dans la commune Bulengera la nuit dernière. Cette situation a été à la base d'une tension dans cette partie Est de la ville. Des jeunes en colère ont placé des barricades sur différentes artères. Il s'en est suivi une paralysie des activités socioéconomiques et scolaires dans la zone ce jeudi avant-midi.

Equateur : le poisson se fait rare dans les marchés de Mbandaka. Outre le changement climatique, le président de l'union des pêcheurs de Wendji, estime que la production a aussi baissé faute de moyens et de techniques de pêche plus développées. Pour protéger les poissons et promouvoir leur commerce, étant l'une des principales activités économiques de la région, le gouvernement provincial de l'Equateur a récemment interdit la destruction des écosystèmes aquatiques par l'usage des moustiquaires et des produits toxiques.

Vendredi 12 novembre.

Nord-Kivu : les infirmiers poursuivent la grève malgré l'appel à la reprise de leur Ordre. La grève ne sera levée que si le gouvernement trouve solution à leurs problèmes, a expliqué le porte-parole de l'Intersyndicale des infirmiers de la partie grand Nord-Kivu. Les infirmiers maintiennent leur mouvement de grève, malgré l'appel du président provincial de l'Ordre des infirmiers à une reprise provisoire des activités de soins de santé primaire à travers une lettre circulaire.

Tanganyika : une femme décapitée et trois autres dénudées par des miliciens à Lambo Katenga. Des sources locales accusent les Maï-Maï "Hapa na pale", qui sont actifs dans cette région, d'avoir décapité cette femme de Lombo Katenga.

Trois autres femmes ont été dénudées par les combattants Twa, dans la même journée. Elles ont été placées en détention avant d'être libérées, plusieurs heures après. Le chef Lambo Katenga en appelle à l'implication des autorités et des services de sécurité pour soulager la souffrance de la population locale qui ne peut plus aller aux champs.

Beni : les éléphants détruisent des cultures dans plusieurs champs (Société civile). Plusieurs champs ont été dévastés par les éléphants venus du parc national des Virunga à Masambo ainsi que dans plusieurs autres localités, dans le secteur de Ruwenzori, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Après une série de concertations, les conservateurs de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), vont poser de fils barbelés, pour empêcher les éléphants d'aller encore dévaster les champs des populations au niveau de Masambo et environs.

Ecoles maternelles et secondaires : les parents de Kinshasa vont payer au plus 150 USD (Officiel). L'arrêté du gouverneur Ngobila fait suite à la note circulaire du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (SPST), du 1er novembre, clarifiant les mesures d'application de la gratuité de l'éducation de base. Le document précise que la gratuité ne s'applique qu'aux établissements publics d'enseignement primaire allant de la 1e jusqu'en 6e année. Ici, les frais scolaires, de quelque nature que ce soit, ne peuvent être perçus. Cela, conformément aux lois de la République et à la vision du chef de l'Etat. Les classes de 7e et 8e sont assimilées au secondaire et ne sont pas concernées par cette première phase de la gratuité du primaire.

Etat de siège : les députés du Nord-Kivu et de l'Ituri opposés à une nouvelle prorogation. Le Premier ministre Sama Lukonde, accompagné par des membres du gouvernement, a échangé avec les députés du Nord-Kivu et de l'Ituri sur la problématique de l'état de siège. Les élus ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre les recommandations du Parlement sur l'état de siège, notamment le changement du commandement militaire et des deux gouverneurs. Le gouvernement doit apporter la solution à l'insécurité en Ituri et au Nord-Kivu. Ces députés réaffirment leur décision de ne plus participer à la plénière visant à proroger de l'état de siège avant d'être reçus par le chef de l'état.

Beni : au moins 6 morts dans une attaque attribuée aux ADF. C'est vers 23 heures, que ces assaillants ont pris d'assaut le village Kisunga dans le groupement Isale Vuhovi. Ils y ont opéré jusqu'au petit matin. La société civile de Beni avance un bilan provisoire de six civils tués et plusieurs autres portées disparus et parle également d'un centre de santé ainsi que des maisons d'habitation incendiés. La même nuit, ces rebelles ont également fait incursion au village Kamwanga dans le groupement Isale-Kasongwera. « Des dégâts humains et matériels y seraient enregistrés », poursuit la même source. Cette situation a entraîné un déplacement massif de la population et une paralysie des activités dans cette zone.

Affaire viol des femmes dans la prison de Kasapa : 10 prévenus présents à la 2e audience. Sitôt commencée, cette deuxième audience a été suspendue ; le tribunal ayant estimé n'avoir pas été régulièrement saisi. Et les prévenus ont aussi refusé de comparaître volontairement. Au cours de cette même audience les avocats de victimes ont demandé au tribunal de mettre en place un mécanisme de protection de leurs clientes durant tout le déroulement du procès. Cette question sera examinée lors de la prochaine audience, a estimé le tribunal. Les plaignantes avaient été victimes de viol collectif de la part d'autres détenus vers la fin du mois de septembre 2020 lors d'une tentative d'évasion à la Kasapa.

Près de 3 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de la pneumonie simple, en RDC, dont 10% concernent des cas graves. Ces statistiques concernent les mois de janvier à octobre 2021, indique le directeur du Programme national de lutte contre les infections respiratoires aiguës (PNIRA). La pneumonie est un fléau agressif avec une létalité forte sur les enfants de moins de 5 ans et des personnes de 3e âge. Il dit sensibiliser la population sur la pneumonie et des mesures préventives contre cette maladie qui tue plus que le SIDA, la malaria et la rougeole réunis. Mais cette lutte est confrontée à un obstacle majeur : le manque de l'oxygène médicale.

Goma : 112 acteurs militant pour la protection des droits fonciers tués dans l'est de la RDC. Parmi les victimes, une dizaine d'éco-gardes du Parc National des Virunga, selon Faustin Mutsunde, point focal de cette coalition au Nord-Kivu. « Ce sont des acteurs qui dénoncent les cas de spoliation des terres, des communautés locales, la corruption de l'administration foncière, ou l'utilisation abusive des ressources foncières. Et c'est une situation qui nécessite des actions qui doivent être réalisées par les Etats ». Cette rencontre coalition des organisations des défenses de droits humains avait pour objectif de discuter sur les dispositions à prendre pour « mettre fin aux meurtres et incriminations des défenseurs de l'environnement et des terres des communautés locales en Afrique ».

200 investisseurs Kenyans attendus en RDC (Ministre de l'Industrie). Deux cents investisseurs kényans sont attendus en RDC au cours de la mission commerciale Kenya-RDC prévue du 29 novembre au 13 décembre 2021 à Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Mbuji-Mayi. Selon le ministre de l'Industrie Julien Paluku, cette mission commerciale va « accroître les échanges d'expériences », entre les investisseurs kényans et opérateurs économiques et entrepreneurs congolais. Pour lui, la RDC qui organise le DRC-Africa Business Forum doit tirer profit de ce partenariat.

Samedi 13 novembre.

Marche pacifique de la société civile et partis politiques de l'opposition ce samedi à Kinshasa. Les laïcs catholiques et les protestants regroupés au sein du CALCC et MILAPRO et certains partis de l'opposition organisent une marche pacifique ce samedi 13 novembre à Kinshasa. Le gouverneur de la ville de Kinshasa en a pris acte le vendredi 12 novembre lors d'une réunion de planification avec les organisateurs, le ministre provincial de l'Intérieur ainsi que les responsables de la police de la ville de Kinshasa. Cette marche a un caractère pacifique. Au Stade Tata Raphael, le point de chute, une délégation de plus ou moins dix personnes sera chargée de déposer un mémorandum à qui de droit ».

Bandundu : marche et sit in des agents de santé non-médecins après 100 jours de leur grève. Dans un mémorandum lu devant le président de l'assemblée provinciale du Kwilu, ces agents de santé non-médecins et administratifs du Kwilu ont déclaré : « La grève accomplit aujourd'hui 100 jours. Nous avons déjà compté à ce jour plus de 296 décès dans la zone de santé de Mukedi à Gungu, sans toutes fois compter le nombre des malades et cela à la suite de la grève (de ces agents) de la santé ». Ils affirment leur soutien aux discussions qui se déroulent entre le banc syndical et le gouvernement à Kinshasa, tout en réclamant « l'augmentation des salaires et des primes des agents de cette catégorie, la mécanisation des nouvelles unités et des non payés, et surtout l'amélioration des conditions de travail de cette catégorie de personnel de santé ». Le président de l'assemblée a reconnu le caractère légal de leur démarche, a appelé les manifestants au calme.

Nord-Kivu : la population de Kirumba exemptée de toutes les taxes pendant 15 jours. Cette décision a été prise par l'administrateur du territoire, à l'issue de la messe de levée de deuil des personnes tuées par les forces de l'ordre le weekend dernier dans cette zone. Il affirme que sa décision tend non seulement à compatir avec la population, mais aussi à permettre aux opérateurs économiques de récupérer le manque à gagner qu'ils auraient enregistré durant les trois jours de paralysie des activités.

Attaque de Bukavu : 39 présumés auteurs transférés à Kinshasa. Ils sont poursuivis pour insurrection, pour avoir mené l'attaque armée dans le chef-lieu du Sud-Kivu le 3 novembre. Cette attaque a causé des dégâts matériels et humains, mais aussi la psychose dans la population. Le bilan dressé par le gouverneur de province faisait état de huit morts et une vingtaine de blessés. Jusque-là, aucun groupe armé n'a pu revendiquer cette attaque. A Bukavu, les forces de sécurité et des renseignements sont toujours en alerte maximale. Le dispositif sécuritaire se renforce au jour le jour.

Ituri : 3 morts et 300 vaches pillées lors d'une attaque des miliciens de la FPIC. Tôt le matin du vendredi, un groupe des miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo, dit « Chini ya Kilima », a surpris des habitants du village de Masangu située à près de 40 kms de Sota, dans le Sud du territoire d'Irumu. Ces miliciens ont tiré plusieurs coups de feu pendant leur intrusion. Pris de panique, les bouviers ont fui dans la brousse. Ces assaillants ont pillé des vaches et incendié quatre maisons des éleveurs. Ils ont extirpé de la ferme trois personnes qui ont été abattues dans la brousse. Les victimes seraient des enfants du propriétaire de la ferme.

Beni : un militaire abattu par des miliciens à Kyavinyonge. Un militaire a été tué et son arme emportée lors d'une attaque des présumés Mai-Mai, qui visait une position militaire basée à Kyavinyonge, dans la chefferie de Bashu la nuit du 12 novembre. La société civile locale exprime son inquiétude face à cette situation et plaide pour un renforcement des militaires dans cette région sous état de siège. Cette situation a causé une panique dans la région à la suite des échanges des tirs entre militaires et miliciens pendant environ une heure. La situation est redevenue normale ce samedi.

Maniema : le SYECO suspend la grève des enseignants. "L'avant dernière semaine, l'autorité provinciale avait tendu la main aux enseignants pour leur demander de reprendre les cours dès le lundi 8 novembre 2021. Mais ces derniers ont posé des préalables ; ce qui fut fait. Le gouverneur a signé un arrêté prenant en compte toutes les revendications des NU et NP (enseignants Nouvelles unités et non payés). Au courant de cette semaine, les enseignants sont en train de toucher leurs deux mois. Et puis, ceux qui sont allés loin de leur lieu de travail, ils sont en train de rentrer", a expliqué le secrétaire provincial du SYECO. Il insiste par ailleurs sur le fait que la grève n'est pas levée mais seulement suspendue.

Emmanuel Ramazani : « Nous marchons pour dénoncer la dictature instaurée par Félix Tshisekedi ». « Nous marchons pour dénoncer la dictature instaurée par monsieur Félix Tshisekedi Tshilombo. Nous marchons contre toutes les pratiques de tribalisme, nous marchons contre une CENI non consensuelle. Nous marchons pour un Etat de droit, pour le peuple, pour un changement fondamental. Nous ne voulons pas que les incompetents continuent à marcher sur la population », a indiqué secrétaire du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD)

Kongo-Central : 8 morts dans un accident de circulation à Kimpese. Le mauvais dépassement sur une chaussée rendue glissante par une fine pluie est à la base de ce drame. Une voiture de marque Noah, voulant dépasser une moto, a terminé sa course sous un véhicule poids lourds provenant de Matadi.

Dimanche 14 novembre.

Maniema : une pluie diluvienne détruit une centaine de maisons et écoles à Salamabila. Plus de cent maisons et deux écoles ont été détruites ainsi que des personnes blessées lors d'une pluie diluvienne qui s'est abattue vendredi 12 novembre à Salamabila, dans la province du Maniema. Des maisons se sont écroulées, d'autres emportées par les eaux, d'autres encore se retrouvent avec des murs fissurés. Plusieurs familles, ayant perdu leurs toits, vivent actuellement dans la rue.

Kwango : le gouverneur Jean-Marie Peti-Peti échappe à une motion de défiance. Cette motion a été rejetée parce que le quorum n'était pas atteint. Sur les 21 députés, 9 seulement ont pris part à cette plénière prévue pour l'examen et le vote de ladite motion signée par quatre députés. Malgré le rejet de la motion, les griefs contre le gouverneur demeurent. Il lui est, en effet, reproché, la « mauvaise gestion, l'incompétence et l'outrage à l'assemblée provinciale ».

Kalemie : la marche de la société civile et des partis politiques de l'opposition « étouffée » par la police (organiseurs). La marche devait partir de Kisebwe pour chuter à l'assemblée provinciale. Mais face à la répression de la police, affirment les manifestant, ils ont finalement changé leur itinéraire. Ils ont pu atteindre le quartier général de la Monusco où un memo a été lu et remis aux responsables de la mission de l'ONU. Parmi les revendications soulevées dans ce memo, figurent le rétablissement de la paix dans l'Est du pays et la suppression de la taxe RAM. En plus de cela, ils disent « Non à la Ceni de Kadima, une Ceni qui n'est pas consensuelle ». D'autres revendications sociales sont aussi présentées dans leur memo. Il s'agit notamment de la paie des enseignants et des infirmiers qui ont déclenché des grèves.

Beni : près de 250 personnes déclarées diabétiques lors d'un dépistage volontaire. Sur 989 personnes dépistées à Beni (Nord Kivu), plus au moins 120 femmes et 117 hommes ont été déclarés diabétiques et au moins 12 personnes à haut risque. Les personnes concernées par ces statistiques avaient été diagnostiquées lors des dépistages volontaires du 2 au 12 novembre, organisées par l'association des diabétiques de Beni-Lubero.

Naissance des quadruplets au Kwilu : la mère et les bébés se portent bien mais la famille désemparée face aux charges. D'après le président de la société civile qui a livré cette information, la mère et les bébés se portent bien. Cependant, la mère qui a déjà trois autres enfants n'a pas assez de revenus pour subvenir aux besoins de ses 4 nouveaux bébés. Il lance un SOS aux autorités et aux personnes de bonne volonté d'assister cette famille.

Lomami : la foudre frappe mortellement les membres d'une même famille à Mulembayi. Six personnes d'une même famille ont été foudroyées. Deux sont mortes sur le champ et quatre s'en sont sorties avec des blessures dans la soirée du samedi 13 novembre, à Mulembayi, territoire de Kabinda, dans la province de Lomami.

Ituri : 14 écoles fermées à cause de l'insécurité à Lopa et Malabo. « Des nombreux enfants dans notre contrée sont devenus des délinquants parce qu'ils sont déplacés et n'étudient plus », a déclaré le président de la société civile. Il craint que ces enfants ne soient utilisés par les groupes armés. Il appelle le gouvernement à veiller à cette situation.

Nord-Kivu : l'armée annonce le déploiement des militaires formés à Kamina et Kitona. Les militaires ayant terminé leur formation dans les centres d'instruction de Kamina (Haut-Lomami) et Kitona (Kongo-central) seront

déployés dans la province du Nord-Kivu, a annoncé le 13 novembre le porte-parole de l'armée au Nord-Kivu, sans plus de détails.

Protocole d'accord entre les négociants et trois provinces pour la libre circulation des minerais. La Confédération des négociants, coopératives et transporteurs artisanaux miniers « CONECOMA » et les représentants des gouverneurs de provinces du Maniema, du Sud-Kivu et Nord-Kivu ont signé le 13 novembre à Goma au Nord-Kivu un protocole d'accord sur la libre circulation et la commercialisation des minerais. Ce protocole signé à l'issue d'un atelier d'échange entre les différents acteurs vise à lutter contre la fraude minière. Ce protocole va aussi renforcer la traçabilité des minerais. « Ceci va permettre un développement puisqu'il y a un effet d'entraînement lorsque les minerais circule librement sur l'ensemble de ces trois provinces, c'est aussi les autres secteurs qui vont se développer, notamment la fluidité des produits manufacturés vers les autres provinces, mais également la fluidité même de cette masse monétaire entre les 3 provinces »

Lundi 15 novembre.

La RDC réalise une performance de 14% d'excédent budgétaire en 2021. « Les recettes sont en augmentation, et c'est pourquoi le projet de loi des finances améliore les prévisions budgétaires à hauteur de 14%. C'est la toute première fois que la loi des finances rectificatives est revue à la hausse. Les dépenses dans les secteurs sociaux ont été améliorés, notamment santé et éducation, mais aussi dans le domaine sécuritaire. L'amélioration des dépenses en investissement passe de 11 à 16% », a expliqué le ministre du Budget. Il promet de poursuivre des réformes des finances publiques afin de maximiser les recettes de l'état en 2022.

Tanganyika : les Fardc récupèrent plusieurs villages jadis occupés par des miliciens. « Plusieurs localités jadis occupées par ces malfrats parmi lesquelles Manyenze, Mugongo, Mubende, Manselay, Mubandala 2, Maya, Mwibe, Lwamba, Majembela, Kahendwa. Ces villages sont pour le moment sous le contrôle des FARDC. Ces hors-la-loi pour le moment écument une partie de la province dans les limites avec la province du Maniema dans le sous-secteur Nord-Lukuga parmi lesquels les groupes armés Hapa na pale de Mundus, 5 sur 5 des Pygmées, qui sont très réputés dans les braquages, pillages, tueries, viols et prises d'otages », a indiqué le porte-parole de l'armée dans le Tanganyika. Il ajoute que ces miliciens prennent la direction de Maniema et ils commettent des exactions dans certains coins du Tanganyika.

Nord-Kivu : un soldat des Fardc condamné à « perpétuité » pour le meurtre de deux enfants pygmées à Mubambiro. Cet incident malheureux est arrivé au moment d'une « dispute » entre le caporal Lupukisa Kayeye et une « professionnelle de sexe », a qui le caporal Kayeye avait sollicité ces services. La dispute a eu lieu à côté de l'habitation qui hébergeait les deux enfants. Pris de colère, le caporal Kayeye a vidé son chargeur, en tirant des coups de feu afin de faire revenir la prostituée qui avait pris fuite. Les deux enfants ont été touchés mortellement.

Ituri : 3 mineures abusées sexuellement à Mambasa (CVAP). Il s'agit d'abord d'une adolescente de 13 ans qui a été abusée sexuellement, le 11 novembre par son enseignant dans la localité de Mayuano. Une autre victime est âgée de 9 ans. Elle a été violée le 12 novembre par un inconnu au village de Lwemba à plus de 50 kms de Mambasa. Le présumé auteur du viol a pris la fuite après le forfait. Un autre cas est celui d'une adolescente de 14 ans qui a connu le même sort en début de la semaine dernière à Mambasa.

Etat de siège : le CEPADHO appelle la population à la « solidarité » avec les Fardc, après l'attaque de Bashu. Le Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme appelle la population à ne pas céder à des « manœuvres de l'ennemi qui cherche à semer des méfiances entre les animateurs de l'état de siège et la population ». « Nous devons comprendre que, les terroristes doivent chercher par tous les moyens de semer la méfiance entre ceux qui les combattent et la population. S'il vous plait, ne cédon pas à cette manœuvre de l'ennemi ». En effet, à l'issue de cette attaque, la plus meurtrière, plusieurs voix, notamment celles des leaders locaux et des politiciens se sont levées pour appeler les jeunes du milieu de se « prendre en charge », contre les ADF et de retirer leur confiance aux Fardc.

Tshopo : les enseignants décident de la reprise des cours dès ce lundi 15 novembre. La décision a été prise le 12 novembre, à Kisangani, à l'issue de leur rencontre tenue à leur siège officiel. Le porte-parole de la Synergie des syndicats des enseignants de la Tshopo, a indiqué que, les avancées ont été constatées dans les négociations en cours au Kongo-Central ont motivé les enseignants à se prononcer en faveur de la reprise des cours. « Nous invitons tous les enseignants à reprendre le chemin de l'école dès ce lundi et aussi aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école parce que cette fois-là, la grève est suspendue sur toute l'étendue de la Tshopo », a-t-il rassuré.

Kindu : marche de soutien au sénateur Matata Ponyo. Les jeunes de Kindu ont organisé le 14 novembre une marche de soutien au sénateur Matata Ponyo dans les artères de la ville de Kindu. « La marche est un soutien que nous, la population du Maniema, apportons au sénateur Matata Ponyo qui fait face à la justice de son pays pour le disqualifier de

la course de la présidentielle de 2023. La Cour constitutionnelle se prononcera dans peu de jours sur son incompétence ou non de siéger dans le cadre du dossier de détournement présumé des fonds alloués au parc agro-industriel de Bukangalanzo par le sénateur Augustin Matata Ponyo. **La Cour constitutionnelle se déclare incompétente de juger Matata Ponyo.** La constitution ne confère pas à la Cour constitutionnelle la compétence de juger un ancien Premier ministre ni un ancien Président de la république. Juger Matata Ponyo devant cette juridiction, c'est le soustraire de son juge naturel qui est la Cour de cassation, a indiqué le président de la Cour. Le conseil de Matata, Me Raphael Nyabirungu reconnaît que cette affaire n'est pas politisée et qu'il s'agit bien d'un signal fort pour un Etat de droit.

Motion contre le gouverneur du Kwango : le député Willy Fayulu accuse les signataires de n'avoir effectué « aucun contrôle ». Pour lui, le rejet de cette motion constitue une « véritable prise de conscience de la population », car selon lui, ladite motion initiée par le député Kangulumba visait la désunion de la province. Il a ajouté que les initiateurs de la motion ne sont pas à leur premier coup contre le gouverneur Peti Peti : « C'est pour la deuxième fois que ces députés échouent dans leur tentative de déstabilisation du gouvernement provincial. Ça devient donc de l'acharnement, ça devient de la haine » La motion de défiance initiée contre le gouverneur de la province du Kwango, Jean-Marie Peti-Peti avait été rejetée, le samedi 13 novembre dans la soirée, par l'assemblée provinciale de Kwango, faute de quorum. Sur les 21 députés, 9 seulement ont pris part à cette plénière prévue pour examen et vote de ladite motion signée par quatre députés.

Ituri : au moins sept personnes tuées dans les attaques de la Codeco à Djugu. Un véhicule avec six passagers à bord a été intercepté le 14 novembre par ces miliciens qui ont tiré sur le véhicule, au village de Bana. Heureusement, il n'y a pas eu de morts. Cependant, les victimes ont été dépouillées de leurs biens. Le 11 novembre, trois personnes ont trouvé la mort dans des combats qui se sont déroulés entre miliciens au village de Gayi. Ces combattants de la Codeco ont pillé 315 vaches. Le 10 novembre, d'autres affrontements avaient opposé les Fardc à la Codeco au village de Dhera. Il y a eu quatre morts, selon le bilan fourni dans la région, dont, deux combattants. Ces dernières attaques de la Codeco ont entraîné une fois de plus, un déplacement de plusieurs habitants et la suspension de trafic sur plusieurs routes de dessertes agricoles qui ne sont pas sécurisées par les forces de sécurité congolaises.

COVID-19 à Lubumbashi : Mgr Fulgence Muteba appelle la population à se faire vacciner, afin de lutter contre la propagation du Coronavirus. « En attendant que les scientifiques puissent trouver une solution durable, c'est-à-dire, un médicament contre cette pandémie, je crois qu'il est tout à fait impérieux pour le moment de se faire vacciner. J'adresse un appel pressant à notre population à ne pas mourir d'ignorance comme Ezéchiel l'a dit et à se laisser guider par les observations et les conseils judicieux de l'OMS ainsi que, de notre ministère de la Santé ».

Kasaï-Oriental : une fille de 8 ans tuée par une balle perdue tirée par un responsable de police à Kabeya Kamwanga, et une autre de 11 ans, grièvement blessée le 14 novembre, dans le territoire de Kabeya Kamwanga, province du Kasaï-Oriental. Elles ont été victimes des balles perdues, tirées par le commandant du sous-commissariat de Ciaciacia qui s'était improvisé dans une famille pour réclamer les « frais d'amende », auprès d'un ancien détenu qui avait été libéré récemment. Malgré les explications du chef de groupement de Bakua Kashila pour faire comprendre à ce responsable de police que les frais exigés ont déjà été remis à un des policiers de ce sous-commissariat, celui-ci n'a pas voulu écouter. C'est ainsi qu'il s'est rendu dans cette famille pour exiger le paiement de cette amende. Pour persuader la famille de lui remettre l'argent, ce commandant de police a tiré des balles dans tous les sens, avant de prendre le large.

Ituri : le site touristique de Mont Oyo constitue un « nouveau bastion » des ADF depuis plus d'un mois, à partir duquel, ils planifient des attaques contre des civils, dans les localités situées le long de l'axe routier Komanda-Luna. Parmi les entités qui sont déjà les cibles d'attaques de ces rebelles, l'on peut citer notamment de Mandibe 1 et 2, Makayanga, Ndalía et Komanda. La présence de ces rebelles ADF rend également difficile le trafic sur l'axe Komanda-Luna sur la route nationale numéro 4 (RN4). L'armée s'apprête à mener des opérations de grande envergure dans cette réserve de Mont Oyo.

Etat de siège au Nord-Kivu : des centaines de rebelles neutralisés en 6 mois, selon l'armée. « Au Grand Nord, 227 terroristes ADF neutralisés pendant l'Etat de siège. 31 terroristes capturés, 22 rendus. Nous avons libérés 256 otages, et on a mis la main sur 210 collaborateurs des ADF, tous des Congolais. On a aussi appréhendé 18 motos et 6 véhicules qui servaient au ravitaillement des ADF. Dans le territoire de Masisi 147 combattants de groupes armés confondus neutralisés. 88 capturés et 766 qui se sont rendus, sont à Mubambiro et à Rumangabo, sans compter au Grand Nord ceux qui se sont rendus et qui sont à Kalunguta, qui sont à peu près 2000. 496 armes de tous calibres récupérées ».

Sud-Kivu : 6 morts lors d'une attaque des Maï-Maï dans les hauts plateaux d'Itombwe. Six personnes ont été tuées dans la nuit de dimanche à lundi 15 novembre et huit autres blessés grièvement lors d'une attaque meurtrière perpétrée par des présumés combattants Twirwaneho et alliés à Mikenge. Les acteurs locaux de la société civile de ce

village se disent choqués car ces tueries se sont passées non loin d'un camp des Fardc. Elles affirment que ces tueries ont durées près de deux heures et précisent que plus quinze maisons ont été incendiées par les assaillants qui se sont retirés pendant la riposte des Fardc vers l'aube à 4h du matin. Cette attaque avait provoqué un déplacement massif de personnes.

Beni: l'ONG CRDH plaide pour l'évaluation de l'Etat de siège avant la prochaine prorogation. Pour la Convention pour le respect des droits humains (CRDH) bien que les efforts soient fournis pour la restauration de la paix et de l'autorité de l'Etat dans les provinces sous état de siège, les attaques contre la population civile s'enregistrent tous les jours, ce qui fait croire à un bilan mitigé. Cette ONG propose de passer à l'évaluation avant une quelconque prorogation.

Kasaï-Central : plaidoyer pour la reprise des travaux du barrage de Katende. Les jeunes leaders de différentes organisations de la société civile plaident pour la prise en compte des travaux du « barrage de Katende », dans le budget 2022. Après plusieurs promesses sur ce barrage qui donnera du courant électrique, la population qui a longtemps attendue, voudrait voir dans la prochaine loi des finances, la chambre basse en faire une préoccupation. « Le Président de la République avait, lors de la campagne électorale de 2018, pris l'engagement solennel au cours d'un meeting historique, de relancer les travaux, aussitôt élu. Notre population continue à croire en la réalisation de cette promesse en même temps qu'elle note que jusqu'à ce jour, aucune initiative concrète n'a encore été prise pour la rassurer ».

Ituri : 18 morts lors d'une nouvelle attaque des miliciens de la FPIC au village Chabusiku. Les sources locales témoignent que ces miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo se sont introduits vers 4 h du matin de ce 15 novembre dans la localité de Chabusiku en tirant plusieurs coups de feu. Trois personnes ont été atteintes par balles et sont mortes le matin. Ces miliciens ont également incendié une structure sanitaire. Alertées, les Fardc sont intervenues pour traquer ces hors la loi. Quinze autres corps ont été découverts après l'accalmie, déclare les notabilités et acteurs de la société civile locale. Cette attaque a entraîné le déplacement de presque toute la population vers les localités de Rwampara et de Shari à la périphérie de la ville de Bunia.

Kwilu : 13 députés sanctionnés pour 8 absences non justifiées aux plénières, depuis l'ouverture de la session ordinaire de septembre. Ils écotent une exclusion temporaire pour les cinq prochaines séances plénières et la perte de 25% de leurs émoluments. La décision a été prise par le bureau de l'assemblée provinciale, se fondant sur l'article 94 du règlement intérieur de l'organe législatif provincial. Depuis le début de cette session, neuf plénières ont été tenues mais le calendrier des activités reste non encore adopté faute de quorum.

